



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC) [2019-03-16 / 2019-03-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 mars.

Troubles à l'Université de Kisangani : les dégâts chiffrés à 105 405 USD. Les dégâts causés par les étudiants de l'Université de Kisangani lors des incidents du 7 et 8 février sont chiffrés à 105 405 USD, indique un rapport rendu public vendredi 15 mars par la commission d'évaluation. Celle-ci a été initiée sous les bons offices de Mgr Marcel Utambi, archevêque métropolitain de Kisangani en collaboration avec Mgr Samuel Lotika de l'Église protestante et du major divisionnaire de l'Armée du salut. Ce chiffre devra couvrir le rachat et la réparation des engins et biens endommagés par les étudiants de l'Unikis. Il s'agit de trois véhicules et sept motos brûlés, qui nécessitent le rachat. Ces biens appartenaient aux professeurs, personnel scientifique, administratif et ouvrier de l'université. Sept autres véhicules et une moto, fortement endommagés, doivent être complètement réparés. Les dégâts des maisons vandalisées ne sont pas encore pris en compte.

Grand Equateur : la majorité de sénateurs élus sont du FCC. Au **Nord-Ubangi**, l'opposition Lamuka compte 2 sénateurs, Basile Balebila du MLC et Giala Mobutu du regroupement Zaïre. Le FCC obtient un siège avec Jean-Pierre Zagbalafio de l'ATD. Le général Kpama Baramoto Kata, ancien mobutiste et candidat indépendant, a réussi à se faire élire.

Dans la **Tshuapa**, tous les sénateurs élus sont du PPRD : Pancras Boongo, député national et actuel gouverneur de province, ainsi que Willy Bakonga, Guy Loando et Fidèle Likinda.

À l'**Equateur**, le FCC obtient deux sièges contre un de l'opposition/Lamuka avec José Endundo et un indépendant, Édouard Mokolo wa Pombo, 1er vice-président sortant du Sénat.

Au **Sud-Ubangi**, tous les poids lourds ont été élus : José Makila et Jean-Lucien Busa du FCC, Françoise Bemba du MLC et le Professeur Sanguma, indépendant.

Dans la **Mongala**, Louis Mbonga de l'AFDC/FCC, gouverneur de province sortant a été élu.

Mbuji-Mayi : un policier tué lors d'une manifestation des militants de l'UDPS. Ces derniers protestaient contre l'échec du parti aux sénatoriales organisées la veille dans 24 provinces du pays. Selon les sources locales, le policier tué est un garde du corps d'une députée du Front commun pour le Congo (FCC). Il a été lynché par les manifestants.

Kinshasa : manifestation des militants de l'UDPS contre leurs députés provinciaux. Plusieurs militants de ce parti manifestent contre leurs députés provinciaux qui n'ont pas réussi à faire élire ne fut-ce qu'un seul sénateur dans la ville Kinshasa. Des centaines de militants ont gagné les rues en scandant non seulement contre leurs députés provinciaux, mais également contre le camp du Front commun pour le Congo (FCC). Ils accusent ce dernier d'asseoir sa suprématie dans le Parlement congolais sur fond de corruption. Ils en tiennent pour preuve le résultat des sénatoriales à Kinshasa, où l'UDPS, qui compte douze députés provinciaux, n'a obtenu aucun siège. Pourtant, pour être élu sénateur dans la circonscription de Kinshasa, un candidat n'a besoin que de quatre voix.

Sud-Ubangi : le FPM octroie 335 000 USD à Visionfund pour promouvoir la microfinance. Le Fond pour la promotion de la microfinance (FPM ASBL) et l'institution financière VisionFund ont signé ce vendredi 15 mars à Kinshasa un contrat de partenariat de plus de 300 000 dollars américains. Il va permettre à Visionfund d'étendre ses activités de microfinance dans la province du Sud-Ubangi. VisionFund veut s'installer à Gemena dans le Sud-Ubangi pour rester à son objectif consistant à opérer dans les zones rurales.

Sénatoriales à Lubumbashi : appel à la radiation de députés provinciaux UDPS. Des sympathisants de l'UDPS Matshipitsha ont manifesté samedi 16 mars devant le bureau de la Monusco à Lubumbashi pour dénoncer « la corruption lors des élections des sénateurs. » Ils ont marché depuis leur permanence, calicots en main et scandant des chansons pour appeler le président de la République, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, à écouter sa base et radier de l'UDPS tous les députés provinciaux membres de ce parti. « Nous sommes venus effectivement dénoncer l'ampleur de la corruption au niveau institutionnel dans ce pays, qui ne permettra pas à notre président de bien gouverner ».

Sénatoriales en RDC : l'UDPS va « auditionner ses députés provinciaux ». Le président délégué de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Jean Marc Kubund, va mettre en place une commission pour auditionner les députés provinciaux de ce parti, qui n'ont pas pu voter ne fut-ce qu'un seul sénateur, par exemple à Kinshasa. Pour lui, ces députés provinciaux viennent de démontrer qu'ils n'ont pas été à l'école de la lutte contre les antivaleurs.

Sénatoriales : le FCC « est la première force politique en RDC » (Aime Kilolo). « Ça confirme aujourd'hui que le FCC – sous le leadership du président honoraire Joseph Kabila Kabange – se trouve être la première force de la RDC. A ce point de vue, le FCC est véritablement incontournable », a indiqué Aimé Kilolo.

Dimanche 17 mars.

Législatives à Beni et Butembo : début timide de la campagne électorale. Cette campagne qui va durer deux semaines, selon le chef d'antenne de la Ceni dans la ville de Beni, a surtout pour objectif d'aider les différents candidats à rappeler aux électeurs les numéros d'ordre sur les listes électorales. Les candidats des plateformes Cap pour le changement, Front commun pour le Congo et ceux de Lamuka sont encore discrets. Certains candidats contactés par Radio Okapi affirment qu'ils n'ont plus suffisamment de moyens pour battre campagne une seconde fois. Certains analystes redoutent que le taux de participation soit plutôt faible au vu du déroulement de ces événements.

Tensions après les Sénatoriales : Félix Tshisekedi promet d'importantes mesures pour ce lundi 18 mars. « Le chef de l'Etat a reçu les délégués des militants du CACH/UDPS frustrés par le comportement de leurs députés provinciaux, pour les inviter au calme et les informer de la tenue lundi 18 mars à 10h00, d'une importante réunion institutionnelle, à l'issue de laquelle d'importantes mesures seront annoncées, dans le strict respect de la Constitution et de la loi électorale, pour préserver la crédibilité du processus électoral et la paix sur l'ensemble du territoire national », rapporte le communiqué. Après la publication de résultats provisoires des sénatoriales, une vive tension a été observée au sein des militants l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Plusieurs militants de ce parti ont manifesté contre leurs députés provinciaux qui n'ont pas réussi à faire élire leurs candidats sénateurs. Des centaines de militants ont gagné les rues dans certaines villes du pays, notamment à Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, ...en scandant des propos hostiles non seulement contre leurs députés provinciaux, mais également contre le camp du Front commun pour le Congo (FCC). Ils accusent ce dernier d'asseoir sa suprématie au Parlement congolais sur fond de corruption.

Kasaï Oriental : la radio catholique Fraternité de Mbuji-Mayi saccagée. Vers 8 h, un groupe de jeunes de l'UDPS s'est pointé à la radio, se disant à la recherche de l'ex-gouverneur Ngoyi Kasanji qui se cacherait dans cette la radio communautaire. Ne l'ayant pas trouvé, selon la même source, les manifestants ont alors saccagé et emporté tous les équipements techniques.

Sénatoriales : Francine Muyumba promet de travailler pour le rayonnement de la diplomatie congolaise. « C'est avec humilité et fierté que je vais désormais servir mon pays au Sénat. Mon mandat sera à l'image du renouvellement de la classe Politique en RDC : engagé, audacieux et résolument tourné vers l'avenir. Cette nouvelle charge électorale est dans la continuité de mon engagement public. Après près d'une décennie au service de la jeunesse au niveau continental et mondial dans la haute diplomatie j'ai souhaité mettre cette expérience acquise au service de la nation congolaise. La confiance que mes Compatriotes m'ont témoignée me réjouit, je tacherai de la préserver », a déclaré Mme Francine Muyumba.

Tibor Nagy : « Les Etats-Unis Travailleront avec Félix Tshisekedi pour Bâtir un Congo plus prospère ». « Le 30 décembre, le peuple congolais a voté pour le changement. Ce changement de leadership historique et pacifique offre

l'occasion aux Etats-Unis de travailler avec la nouvelle administration Tshisekedi afin d'apporter une large prospérité sociale et économique à la RDC », a indiqué Tibor Nagy, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines. Il a, durant son séjour en RDC, rencontré aussi les responsables de différentes tendances politiques, des membres de la société civile, des entrepreneurs, des jeunes leaders émergents ainsi que des membres de la communauté américaine des affaires. Selon lui, le Président Tshisekedi a « pris un bon départ pour amener le changement positif que les Congolais souhaitent et méritent ». Il a pris un nombre de mesures importantes au cours de son premier mois en fonction, afin d'accroître la transparence, de promouvoir la responsabilité, de lutter contre la corruption, de réduire l'impunité et d'améliorer le respect des droits de l'homme. Les Etats-Unis continueront d'utiliser tous les outils à leur disposition, y compris les sanctions, pour faire en sorte que ceux qui menacent les droits de l'homme, le processus démocratique et la prospérité du Congo soient tenus pour responsables.

Souçons de corruption : une honte pour les députés de l'UDPS et les assemblées provinciales (Peter Kazadi). « Je partage cette responsabilité avec d'autres qui n'ont pas voulu obéir au mot d'ordre du parti. Et lorsqu'on nous taxe des corrompus, je crois que c'est avéré. Parce que nous les députés provinciaux de l'UDPS, nous sommes élus sur la liste de l'UDPS par les membres de l'UDPS. On nous donne la liste des membres du parti pour faire d'eux des sénateurs pour le compte du parti, nous choisissons de voter ailleurs. Cela suppose qu'il y a eu corruption au départ... J'ai entendu dire qu'il y avait des gens qui distribuaient de l'argent pour être élus : 20 000 USD, 30 000 USD ou 50 000USD. Lorsque quelqu'un vote parce qu'il a reçu de l'argent, je pense que ça peut être assimilé à la corruption » commente Peter Kazadi.

Tanganyika : les femmes font leur entrée au Sénat et triplent leur nombre à l'assemblée provinciale. Les femmes font leur entrée au Sénat pour le compte de la province du Tanganyika. Vicky Katumwa, Christine Mwando et Hortense Mukalay vont représenter cette province qui n'avait pas des sénatrices dans la législature passée. Elles seront accompagnées d'Isidore Kabwe, l'homme qui complète cette liste de quatre sénateurs. A l'assemblée provinciale, la présence des femmes vient de tripler. Les élues provinciales sont passées de 2 lors de la législature passée à 7. A l'Assemblée nationale par contre, le nombre des femmes du Tanganyika reste faible. Aujourd'hui, une seule femme originaire du Tanganyika siège à la chambre basse.

L'UDPS rejette les résultats des élections sénatoriales. « Nous rejetons ces élections parce que nous pensons que c'est une violation flagrante de notre constitution. Bien entendu nous appelons à la réorganisation des élections des sénateurs. Non seulement les élections des sénateurs, mais aussi l'élection des bureaux des assemblées provinciales » a indiqué Jean-Marc Kabund, président délégué de ce parti. Selon lui, les règlements d'ordre intérieur des assemblées provinciales n'ont pas obtenu l'avis favorable de la Cour constitutionnelle. Et de ce fait, les élections des membres des bureaux définitifs et des sénateurs ne devraient pas être organisées. **Trahison des députés.** « Nos députés provinciaux ont trahi le parti. Quand on est membre d'un parti politique, on respecte les consignes et instructions du parti. Le parti politique va prendre certaines mesures qui serviront des leçons aux députés des autres partis politiques. En début de la semaine, le parti va déposer des plaintes contre les députés suspectés de corruption : A Kinshasa 9 députés. Six à Mbuji-Mayi et 5 à Kananga », promet Jean-Marc Kabund.

Lubumbashi : 12 maisons visitées par des bandits à mains armées en une nuit. Douze maisons ont été visitées par des bandits à mains armées dans plusieurs quartiers de la commune annexe à Lubumbashi dans la nuit du samedi 16 mars. Selon la thématique Paix et sécurité de la société civile, les voleurs ont tué un jeune âgé de 20 ans alors que dans un autre quartier un bébé de deux mois a été violenté.

Ituri : deux Chinois et un Congolais tués lors d'une incursion des Maï-Maï dans la mine de Bihombo. L'attaque de la carrière minière de Bihombo a eu lieu vers 7h. Une vingtaine des miliciens Maï-Maï se sont introduit dans ce carré minier en chantant. Ils se sont attaqués directement aux installations de la société minière Kimia-mining appartenant aux sujets chinois. Au cours d'un échange des tirs avec les forces de l'ordre commis à la garde de cette société, plusieurs dégâts ont été enregistrés. Deux sujets Chinois dont le directeur général de cette société et un citoyen congolais ont été tués. La même source parle d'une cinquantaine de kg d'or et une importante somme d'argent qui ont été emportées par les assaillants.

Lundi 18 mars.

Interpellation à Matadi des trois députés provinciaux accusés de corruption. Ces élus ont été interpellés depuis samedi dernier. Selon Arthur Ilunga Mwelua, le nombre des élus provinciaux du Kongo-Central cités dans cette affaire pourrait augmenter ce lundi. A l'issue des élections sénatoriales organisées vendredi mars en RDC, le Front Commun pour le Congo (FCC), plate-forme électorale de l'ancien président Joseph Kabila a raflé la majorité des sièges. De nombreux candidats

s'étaient retirés de la course à ce scrutin, sur fonds des allégations de corruption des députés provinciaux qui sont les électeurs des sénateurs.

Jean-Marc Kabund : « Les députés provinciaux de l'UDPS ont trahi le parti ». Jean-Marc Kabund-a-Kabund, président délégué de l'UDPS, compte, dès le début de cette semaine, citer en justice tous les députés provinciaux de l'UDPS impliqués dans la corruption.

Le nombre des femmes en hausse au Sénat. La Commission électorale nationale indépendante a publié vendredi 15 mars les résultats des élections des sénateurs dans 24 provinces sur les 26 que compte la RDC. Parmi les 100 sénateurs élus, 19 sont des femmes. Ce chiffre est en hausse par rapport à la législature passée, qui ne comptait que 5 sénatrices.

Au moins 28 morts lors d'un déraillement de train à Mweka. Un train marchandise en provenance d'Ilebo vers Kananga (Kasaï) a déraillé, dimanche 17 mars soir près de la gare Lwembe en territoire de Mweka. Le bilan provisoire fait état de 28 morts et d'importants dégâts matériels. Le vieillissement de la voie ferrée serait, estime Jacob Pempelongo, l'une des causes de l'accident. Diverses sources contactées sur place confirment que ce train marchandise transportait beaucoup de passagers accrochés sur les wagons. Une situation qu'elles lient à la rareté des trains passagers de la SNCC dans la région.

Félix Tshisekedi ordonne la suspension de l'installation des sénateurs et le report de l'élection des gouverneurs. « Le Président de la République a pris trois décisions importantes : la première mesure est de suspendre l'installation des Sénateurs. Deuxièmement, l'élection des gouverneurs est également suspendue. Elle est renvoyée à une date ultérieure. Troisième mesure, il a instruit le procureur près la Cour de cassation de pouvoir mener des investigations et débusquer tous les sénateurs qui se sont trempés dans la corruption et les députés provinciaux : donc le corrupteur et les corrompus pour qu'ils soient sévèrement sanctionnés », a rapporté Basile Olongo, le vice-premier ministre de l'Intérieur. La réunion interinstitutionnelle s'est tenue en présence des présidents et procureurs près des Cours constitutionnelle, de cassation, du conseil d'état, de la Haute cours militaire et l'auditeur général des Fardc. Les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, le Premier ministre et directeur du cabinet du chef de l'Etat étaient présents à cette réunion. Le président et le vice-président de la Ceni y ont participé à titre d'invités.

Sénatoriales à l'Équateur : des candidats malheureux réclament leur argent auprès des députés provinciaux. Consternés après la publication des résultats des sénatoriales, certains candidats sénateurs malheureux ont lancé la chasse à l'homme dans la Mongala, le Nord-Ubangi et le Sud-Ubangi contre les députés provinciaux à qui ils disent avoir remis de l'argent pour obtenir leurs voix. La plupart des députés provinciaux concernés ont éteint leurs téléphones et disparu dans la nature juste après avoir voté.

Koffi Olomidé condamné à deux ans de prison avec sursis pour "atteinte sexuelle". Sept ans de prison avaient été requis à l'audience, tenue à huis clos le 11 février, à l'encontre de la star de la rumba, poursuivie pour "atteintes sexuelles avec violence, contrainte, menace ou surprise par personne ayant autorité" et pour "séquestrations" sur quatre danseuses pour des faits commis en région parisienne entre 2002 et 2006. Pour les trois autres parties civiles qui l'accusaient de relations sexuelles forcées, le chanteur de 62 ans a obtenu une relaxe. Le tribunal correctionnel de Nanterre, près de Paris, l'a cependant condamné à une amende de 5.000 euros pour avoir facilité l'entrée et le séjour irrégulier en France de trois des plaignantes. La cour a par ailleurs dédommagé sa victime pour un montant de 5.000 euros au titre de son préjudice moral.

Réorganisation éventuelle des sénatoriales en RDC: la CENI renvoie l'UDPS à la Cour constitutionnelle. Le président délégué de l'UDPS a demandé samedi dernier la réorganisation des élections des sénateurs et des membres des bureaux des assemblées provinciales après que le FCC a remporté la majorité des sièges aux élections sénatoriales. L'UDPS a rejeté les ont été organisées en violation de la constitution.

Nord-Kivu : les élèves de l'Institut de Goma ont manifesté après le meurtre de deux sentinelles leur école. Ces deux hommes ont été décapités la nuit du dimanche 17 mars par des inconnus. Avant la levée de leurs corps pour la morgue, les élèves ont manifesté dans la rue, barricadant la route principale, située vers l'Ouest de la ville. Le substitut du procureur, Claver Kahasa, arrivé sur le lieu du drame pour constater le fait, a par la suite autorisé la levée des corps.

Tshopo : situation sécuritaire toujours préoccupante à Lowa. La cité de Lowa ainsi que les villages environnants se sont vidés de tous leurs habitants, qui ont fui les hostilités entre les Fardc et les hommes armés appelés les « revendiquants ». Chaque jour, le chef-lieu du territoire accueille les déplacés venant de ces villages désertés. L'administrateur du territoire appelle à l'aide en faveur de ces sinistrés. Selon des notables réfugiés en forêt, les deux grands secteurs de la localité de Lowa sont occupés l'un par les Fardc et l'autre par les hommes armés. La localité Mutshaliko, chef-lieu du secteur de

Basikate, est entre les mains des Fardc. La localité de Mayunga, chef-lieu du secteur de Bamoya, ont poursuivi ces notables, se trouve encore entre les mains de ces « revendiquants ». Plusieurs autres agglomérations notamment Bambayi, Ibondo, Kalindula, Bimbi, Kauka lilo, Kakolo, Baikuba et Mbolose, sont contrôlés par les assaillants, soulignent les notables. Les déplacés, qui sont arrivés le samedi matin dans la cité d'Ubundu, disent que dans tous les villages environnant Lowa et la localité de Masimango, les habitants vivent entre le marteau et l'enclume.

Leila Zerrougui : « Les attentes de la population congolaise sont immenses et il est crucial de ne pas la décevoir ». « Ces attentes vers une vie meilleure, matérialisée par un accès plus facile à l'éducation, aux soins et à l'emploi et par une existence à l'abri de la peur et des menaces, constituent un des plus grands défis auquel font face les autorités actuellement en place », a déclaré Mme Leila Zerrougui ce lundi 18 mars devant le Conseil de sécurité. Selon elle, il existe aujourd'hui de réelles opportunités de consolider la paix et la sécurité dans plusieurs provinces du pays à la suite de la reddition volontaire de centaines de combattants de groupes armés ou au souhait exprimé de le faire, à la faveur du changement de pouvoir présidentiel. L'un des autres défis actuels sera de pouvoir saisir à temps ces opportunités en identifiant rapidement des options de réintégration de ces ex-combattants au sein de leurs communautés, recommande Mme Zerrougui.

Le Président centrafricain est en Visite de travail à Kinshasa. Le Président de la République centrafricaine Faustin-Archange Touadera, est en visite ce lundi 18 mars à Kinshasa auprès du Président congolais Félix-Antoine Tshisekedi. Le avec son homologue togolais, Faure Gnassingbe Eyadema, venu lui rendre une « visite de courtoisie et d'amitié » de quelques heures.

Mardi 19 mars.

ADF : Ignace Gata plaide pour un changement des stratégies des Fardc et de la Monusco. « Comme nous l'avons déjà évoqué devant votre Conseil, le mode opératoire de cette force négative, dont pourtant les bastions avaient déjà été démantelés, doit amener les Fardc et la Monusco à revoir leurs stratégies et à conjuguer leurs efforts pour la neutraliser et sécuriser d'une manière durable les populations de cette partie du pays en vue de mettre un terme aux souffrances qu'elles endurent depuis de longues années », a recommandé Ignace Gata, ambassadeur de la RDC à l'ONU. Il fait remarquer que le gouvernement reste déterminé à poursuivre les efforts déjà engagés dans le cadre de cette lutte. La RDC sollicite auprès de la Communauté internationale de soutenir le processus de désarmement volontaire pour que les combattants, qui se rendent en déposant les armes, puissent bénéficier de l'encadrement nécessaire dont ils ont besoin pour leur réinsertion sociale.

L'UDPS salue la suspension du processus d'installation de nouveaux sénateurs. « C'est une décision responsable, que nous saluons ; parce que la manière dont (les élections) des sénateurs avaient suscité des tensions sur toute l'étendue de la République, en toute responsabilité, on ne devrait qu'arriver ça », a affirmé Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS. Selon lui, les résultats de ces élections ont démontré comment "la corruption s'est installée à ciel ouvert" en RDC. Le président congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, a décidé lundi de suspendre l'installation des sénateurs nouvellement élus et la tenue prochaine de l'élection des gouverneurs.

Rutshuru : 8 détenus meurent de faim en 2 mois. Plus de deux cents détenus de la prison centrale de Rutshuru risquent de mourir de faim, si rien n'est envisagé dans un avenir proche, affirme l'administrateur Justin Mukanya. Il parle déjà de huit détenus décédés au cours de deux premiers mois de cette année faute de nourriture. Ce responsable s'inquiète de la mauvaise gestion du fonds alloué à cette prison par la division de la justice.

Pas de crise entre le FCC et CACH, selon Aimé Kilolo. Les récentes mesures prises par le chef de l'État congolais à l'issue de la réunion interinstitutionnelle ne donnent lieu à aucune crise entre les coalitions Cap pour le Changement (CACH) et Front commun du Congo (FCC), a estimé mardi 19 mars, Aimé Kilolo, porte-parole du FCC. Le Front commun pour le Congo (FCC) apprécie la volonté du président de la République de mettre fin à la fraude et la corruption, après que ce dernier a suspendu l'installation du Sénat et fait reporter les élections des gouverneurs à la suite d'allégations de corruption des députés provinciaux. Cependant, le porte-parole du FCC a appelé la justice à faire son travail en toute indépendance et à respecter la constitution.

La réunion interinstitutionnelle n'a aucune compétence sur le plan du droit (Lamuka). La réunion interinstitutionnelle n'a aucune compétence sur le plan du droit pour suspendre l'installation du Sénat ou repousser la date des élections des gouverneurs, a estimé mardi 19 mars, Valentin Gerengo, porte-parole de la coalition Lamuka, qui a soutenu la candidature de Martin Fayulu à la présidentielle du 30 décembre 2018. Selon lui, cette situation traduit une mésentente entre les deux partenaires, FCC et CACH. Il les invite plutôt à s'entendre, au lieu de violer la constitution.

Malemba Nkulu : les éléphants continuent de dévaster les champs. « Il y a un besoin urgent dans le processus de refoulement des éléphants. » L'administrateur du territoire de Malemba Nkulu, Ngoie Nkole, a lancé ce cri d'alarme mardi 19 mars, indiquant que son territoire compte des dizaines de milliers d'hectares de champs dévastés par les pachydermes.

Diomi Ndongala sera bientôt libéré sous conditions. Le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba a annoncé ce mardi 19 mars la libération dans 48 h, de l'opposant Eugène Diomi Ndongala, sous certaines conditions. Parmi ces conditions, il indique notamment qu'Eugène Diomi Ndongala ne devrait pas sortir de la ville de Kinshasa, mais aussi ne devrait pas habiter à moins de 500 mètres d'une école de jeunes filles. Alexis Thambwe Mwamba justifie cette décision par le fait qu'Eugène Diomi « est un délinquant sexuel ». En réaction, l'avocat de Diomi Ndongala se dit satisfait de cette annonce.

Beni : la société civile appelle la population à se mobiliser pour les élections du 31 mars. La société civile de la ville de Beni appelle la population à se mobiliser pour aller voter le 31 mars lors des élections législatives nationales et provinciales. Elle invite, par ailleurs, les candidats à la tolérance politique. Et demande aussi à la Ceni de ne proclamer que les vainqueurs des résultats issus des urnes. La société civile de Beni demande à l'Etat congolais, à travers les Fardc et la police, de garantir la sécurité durant cette période.

Report des élections des gouverneurs : le parti Orange propose la nomination des commissaires spéciaux. Fiyou Ndongoboni, président du parti politique Orange propose au Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi de nommer les commissaires spéciaux dans les provinces en attendant les élections qui devraient intervenir, selon lui, après la révision de la loi électorale par l'Assemblée nationale. Fiyou Ndongoboni propose aussi que les sénateurs soient élus directement par la population et non par les députés provinciaux.

Mercredi 20 mars.

Felix Tshisekedi nomme un nouveau directeur des renseignements. Le chef de l'Etat congolais, Felix Tshisekedi a nommé Justin Inzun Kakiat au poste de Directeur général de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Jusqu'avant sa promotion, le promu était l'adjoint du numéro un de l'ANR, Kalev Mutond. Ce dernier a exercé ces fonctions entre 2011 et 2019. Mbelu Biocha est nommé administrateur général adjoint, Jean-Pierre Mbombo responsable du Département Intérieur. Kab Tshijik est le nouveau responsable du département extérieur, et Numbi Kalala s'occupera du département d'appui. Fin 2016, alors que les élections prévues cette année-là n'étaient pas organisées, l'administration américaine avait prononcé des sanctions financières plusieurs personnalités congolaises, dont l'administrateur directeur général de l'ANR, Kalev Mutond et l'administrateur principal, Roger Kibelisa. Ces personnalités étaient accusées de « saper le processus démocratique et de réprimer les droits et libertés politiques du peuple congolais ». Cinq mois plus tard, l'Union européenne avait pris des sanctions similaires qui visaient neuf personnalités congolaises dont Kalev Mutond.

Simon-Englebert Lubuku: «Plus de 1200 réfugiés sud-soudanais ont été relocalisés sur le site de Biringi». Simon-Englebert Lubuku, porte-parole adjoint du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) affirme qu'à ce jour, plus de mille deux cents réfugiés sud-soudanais établis à la frontière ont été relocalisés sur le site de Biringi, à 80 km d'Aru dans la province de l'Ituri, en RDC. Cette opération se fait à la demande des réfugiés qui ont exprimé le souhait de se trouver dans une zone où ils seront plus en sécurité.

Lubumbashi : des coups de feu retentissent la nuit dans plusieurs quartiers. Les tirs ont été aussi entendus aux environs du quartier Kalubwe double poteaux. Le même spectacle était observé au camp Gécamines, précisément à Mampala où la population a vécu un concert des crépitements des balles. Les quartiers Kassapa, et Hewa Bora ont connu la même ambiance. Là, les bandits ont réussi à s'échapper avec quelques butins. Les jeunes volontaires qui assurent la sécurité de leur quartier indiquent que ces bandits conduisaient un véhicule de la police. Cette dernière ne s'est pas encore exprimée à ce sujet.

Beni: des maisons et un centre de santé pillés par les ADF à Batangi Mbao. Un groupe de rebelles a fait incursion dans ce village où il a pillé un centre de santé, emportant médicaments et matériel médical, selon des sources de la société civile. Les habitants de Maleki ont fui cette attaque pour aller se cacher dans la brousse. Des sources militaires sur place indiquent que les ADF sont pris actuellement pris en étau dans plusieurs de leurs positions à la suite de la pression militaire. C'est ce qui pousse ces rebelles ougandais à mener des incursions dans certains villages du territoire de Beni pour se ravitailler.

Conseil de l'ONU aux droits de l'homme : la RDC promet d'améliorer la situation des droits de l'homme. Mme Marie-Ange Mushobekwa s'est appesantie sur quelques exemples qui illustrent les efforts de la RDC dans le domaine de

respect des droits humains. « Bientôt toutes les structures de l'Etat congolais impliqués dans les enquêtes de Yumbi vont se réunir afin d'élaborer un rapport global et définitif qui sera envoyé au Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme dans les prochains jours. Quoi qu'il en soit, les auteurs de ces massacres vont et doivent répondre de leurs actes devant les juridictions congolaises. Nous sommes bien conscients que sans la justice, il n'y aura jamais une paix durable », a indiqué Marie-Ange Mushobekwa. Cependant, la ministre des droits humains a évoqué le dilemme devant lequel se trouvent les autorités, à savoir, faire respecter l'ordre public tout en respectant strictement les droits de l'homme. Elle a appelé le Conseil à consacrer un débat libre sur cette question.

La libération de 700 détenus toujours attendue par les défenseurs des droits de l'homme. Après la libération de quelques prisonniers emblématiques bénéficiaires de la grâce présidentielle, les défenseurs des droits de l'homme disent attendre toujours la libération conditionnelle de 700 personnes, tel que promis par Vital Kamerhe, le directeur de cabinet du chef de l'Etat. Mardi 19 mars, trois militants de l'UDPS sont sortis de la prison de Ndolo. Les services pénitenciers de Makala annoncent de leur côté quelques libérations probables entre jeudi et samedi prochains.

Début des auditions sur les allégations de corruption des députés provinciaux et sénateurs nouvellement élus. « Je confirme déjà que dans certains parquets généraux de notre pays, les auditions ont commencé. Le procureur général près la Cour de Cassation a déjà décidé de déployer une équipe de hauts magistrats pour aller superviser tous les procureurs généraux qui sont en train d'enquêter et d'instruire sur tous ces dossiers relatifs aux actes de corruption dénoncés. La célérité sera de mise. La répression sera rapide, mais aussi certaine », promet Jacques Melimeli, l'Avocat général près la Cour de cassation. « Depuis, il y a aussi des allégations de la corruption lors du scrutin des sénateurs qui avaient été dénoncées. Dès qu'un fait infractionnel est dénoncé, le ministère public déclenche l'exercice de l'action publique pour constater l'infraction, identifier les auteurs, les coauteurs et les complices, réunir les éléments de preuve à charge ou à décharge », rappelle Jacques Melimeli.

L'OIF invite les jeunes à faire preuve d'imagination et de créativité en français. « En français... s'il vous plaît ». Ce slogan, choisi par Mme Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie, véhicule l'image d'une langue moderne, apte à nommer toutes les réalités du monde d'aujourd'hui, que ce soit dans les domaines du numérique, de l'économie, des sciences, des médias... L'OIF compte 88 États et gouvernements : 54 membres, 7 membres associés et 27 observateurs.

Les Kinois satisfaits de l'évolution des travaux de réhabilitation des routes. Les habitants de Kinshasa interrogés mercredi 20 mars par Radio Okapi ont dit être satisfaits population de l'évolution des travaux de réhabilitation des routes lancés dans le cadre du programme des 100 jours du Président Félix-Antoine Tshisekedi. « Au jour le jour, nous voyons le changement. Voici qu'ils bétonnent la chaussée. Je suis très heureux. Parce que lorsqu'on utilise le goudron, avec de l'eau stagnante, les nids de poule se créent », se réjouit un habitant de Kinshasa.

Jeudi 21 mars.

Défaite de l'UDPS aux sénatoriales : les cadres du parti s'accusent mutuellement. Le député provincial de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) Jerry Dikala sur qui pèsent des soupçons de corruption pour les sénatoriales, rejette ces accusations. Dans une déclaration faite à la presse mercredi 20 mars, il a mis à son tour en cause le président délégué du parti, Jean Marc Kabund et le député provincial Peter Kazadi. Il accuse ces deux cadres de l'UDPS d'avoir aligné un candidat sénateur qui ne serait pas membre de l'UDPS. Mis en cause, le député provincial Peter Kazadi rejette à son tour ces accusations. Il affirme s'être désisté de la course à la présidence de l'assemblée provinciale sur demande du parti, estimant que les raisons évoquées par Jerry Dikala ne suffisent pas pour ne pas élire ne fût-ce qu'un seul sénateur.

Tshopo : plus de 2 000 déplacés de Bigbolo à Bafwasende. Plus de deux mille personnes venues de quelques villages du territoire de Mambassa dans la province de l'Ituri et de la périphérie du territoire de Bafwasende en province de la Tshopo se sont réfugiés dans la localité de Bigbolo. Bigbolo se trouve dans le territoire de Bafwasende situé à 262 km à l'Est de Kisangani. Ces déplacés fuient l'opération de traque que l'armée loyaliste a lancée contre les miliciens Maï-Maï de feu rebelle Manu. Josée Mateleka Feza, l'administratrice du territoire intérimaire de Bafwasende, qui revient d'une mission d'itinérance à Bigbolo, affirme que le nombre de ces déplacés ne fait qu'augmenter. Ces derniers manquent de tout. Ils n'ont ni eau potable, ni nourriture ni médicaments depuis février dernier. De plus, nombre d'entre eux souffrent des maladies comme la malaria, la diarrhée sanguinolente, la typhoïde, la rougeole. Des morts seraient déjà signalés parmi eux. Les femmes enceintes, elles, accouchent dans la forêt sans une assistance adéquate. Outre ces difficultés, poursuit Mme Mateleka, certains déplacés sont à tort ou raison assimilés aux miliciens Maï-Maï, subissant de ce fait des mauvais traitements de la part des militaires Fardc.

Ebola : un nourrisson est mort en Ituri. Une fillette âgée d'à peine six mois est morte d'Ebola au centre de santé Soleniama, à une dizaine de kilomètres au Nord de Bunia. La victime a été inhumée mardi dans des conditions requises.

« **Si un agent de la Ceni est élu, il sera invalidé par la Cour constitutionnelle** » a déclaré Jean-Pierre Kalamba, rapporteur de la Ceni. Il a réagi jeudi 21 mars aux allégations qui circulent sur les réseaux sociaux selon lesquelles deux agents de la Ceni seraient élus sénateurs.

Eugène Diomi Ndongala remis en liberté. « Il est le seul à être libéré aujourd'hui », a confirmé pour sa part Me Georges Kapiamba, avocat de l'ancien prisonnier politique emblématique cité dans l'accord de la Saint Sylvestre signé le 31 décembre 2016 entre l'opposition d'alors et l'ex-majorité au pouvoir. Me Kapiamba salut cet élan de décrispation politique et espère que les 700 autres prisonniers politiques listés par les ONG de défense des droits de l'homme vont bientôt sortir aussi. Diomi Ndongola est toutefois astreint à "ne peut pas se livrer à des déclarations et activités politiques de nature à troubler l'ordre public et le bon fonctionnement des institutions étatiques, ses mouvements sont également contrôlés" suivant les conditions fixées par le ministre de la Justice pour sa libération.

Sankuru : 25 détenus s'évadent de de la prison de Lodja. Plusieurs sources concordantes affirment qu'aucun d'entre eux n'a pu être rattrapé jusqu'à présent. Les détenus ont réussi à s'évader aux alentours de 3 heures du matin en commençant par défaire les verrous de portes de leurs cellules. Lorsqu'ils sont arrivés à la cour principale de la prison, ils se sont mis à lancer des projectiles en direction des policiers de garde. Ces derniers se sont retirés, permettant de fait à ces détenus d'ouvrir la porte de l'entrée principale, et de disparaître dans la nature.

Kasai : la Monusco évacue par hélicoptère les victimes du déraillement du train à Lwembe. Pour la première journée, une vingtaine d'accidentés ont ainsi été admises aux soins à Tshikaji. « Il y a des blessés graves, des fracturés et des traumatisés par blessure. Ils sont acheminés à l'hôpital général Le Bon Berger Tshikaji pour la prise en charge », a affirmé le docteur John Bimvulu, ministre provincial de la Santé. Le soutien de la Monusco a été salué par le gouvernement du Kasai Central.

Les déplacés de Djugu plaident pour la scolarisation de leurs enfants à Bunia. Les déplacés de Djugu, installés au site de l'Institut supérieur pédagogique de Bunia au Quartier Mudzi-Pela, plaide pour la scolarisation de leurs enfants, dont la majorité ne va pas à l'école.

Les députés nationaux opposés à la révision à la baisse de leurs émoluments. Le député Delly Sessanga de l'Alternance pour la République a introduit un amendement pour la réduction sensible des émoluments des députés et les ramener à la hauteur du salaire des secrétaires généraux afin de réduire les inégalités salariales déplorées en RDC. Cependant, la plénière a rejeté cet amendement estimant que les élus du peuple ne devraient pas seuls subir des réductions du train de vie des institutions. D'où la déception de l'auteur de cet amendement. « Le fonctionnement de nos institutions consomment l'essentiel des ressources publiques. Aujourd'hui, quand vous prenez rien que l'exécution du budget de l'année dernière, vous verrez que pratiquement 70% des ressources vont à payer les salaires et assurer le fonctionnement des institutions. Ça veut dire qu'à partir de ce moment, on n'a pas les moyens pour faire les investissements pour l'avenir, construire les écoles, les centres de santé, les routes et développer ce pays », fait remarquer Delly Sessanga. Selon lui, sans la baisse des émoluments, tout le monde voudra faire la politique pour s'enrichir.

Lutte contre la corruption et décrispation politique : la Cenco félicite Félix Tshisekedi. «La Cenco félicite le Président pour les décisions prises contre les antivaleurs notamment la corruption ainsi que pour les efforts fournis, pour améliorer les relations de coopération avec certains Etats avec notamment la réouverture de la maison Schengen», a affirmé l'abbé Donatien Nshole, porte-parole de la Cenco. La Cenco a saisi cette opportunité pour présenter ses attentes relatives à l'amélioration des conditions de vie des congolais, a indiqué l'abbé Nshole.

Mambasa : la population de Walese Karo s'inquiète de l'arrivée des éleveurs Mbororo. La population de la collectivité de Walese Karo dans le territoire de Mambasa (Ituri) s'inquiète de l'afflux, depuis quelques semaines d'éleveurs étrangers Mbororo en provenance de la province voisine du Haut-Uele. Estimés à plus de 3000, ces Mbororo sont accompagnés de près de vingt mille vaches. Les autochtones accusent ces éleveurs de dévaster leurs champs. L'administrateur du territoire de Mambasa, Idrissa Koma Kukodila, déclare que ces Mbororo sont en séjour irrégulier. « Ces gens sont arrivés comme ça, brusquement ! Ils entrent. Ils sont très nombreux. Nos différentes hiérarchies n'ont pas été avisées pour nous dicter la conduite à tenir », note Idrissa Koma Kukodila.

Un financement urgent est nécessaire pour répondre aux énormes besoins humanitaires (ONU). La RDC, qui est confrontée à l'une des crises humanitaires les plus importantes et les plus complexes au monde, a besoin d'un soutien financier rapide et durable pour venir en aide aux personnes vulnérables, ont déclaré jeudi la Directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore et le chef de l'humanitaire de l'ONU, Mark Lowcock. « La transition politique relativement pacifique en RDC est une opportunité que nous devons saisir. Nous pouvons répondre à la crise humanitaire massive et prolongée. Mais il est urgent que les bailleurs de fonds fournissent un financement supplémentaire généreux alors que les besoins continuent de dépasser les ressources », a dit dans un communiqué de presse conjoint M. Lowcock, qui est le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies. Alors que la RDC a fait des progrès ces dernières années dans certaines régions, notamment en réduisant le nombre d'enfants décédés avant l'âge de 5 ans et en scolarisant de plus en plus d'enfants, la situation humanitaire globale reste alarmante. Le nombre de personnes confrontées à la faim est passé de 7,7 millions en 2017 à 13 millions l'an dernier. Au moins 4 millions d'enfants souffrent de malnutrition. Le choléra, la rougeole et Ebola continuent de faire de nombreuses victimes.

Programme de 100 jours de Tshisekedi: lancement des travaux au Sud-Kivu. Le coup d'envoi des travaux de réhabilitation de la route nationale N0 5 a été donné mercredi 20 mars à Nyantende dans le territoire de Kabare au Sud-Kivu par l'Office des routes. Ces travaux ont été lancés dans le cadre des projets prioritaires des 100 jours lancés par le Président de la République. Les travaux sur la RN5 Bukavu-Kamanyola vont couvrir 30 km. Ces travaux de réhabilitation des routes en terre battue vont se dérouler sur 5 axes principaux. Le directeur de l'Office des routes au Sud-Kivu renseigne que d'autres chantiers sont retenus, notamment Burhale-Mwenga, Miti-Hombo via Bunyakiri, Burhale-Shabunda via Isezya-Kigulube et Kavumu-Minova.

Le Trésor américain gèle les avoirs de Nangaa, Norbert Basengezi et Marcellin Basengezi. « Cette action fait suite à la corruption persistante de hauts responsables au sein de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et de l'ancien gouvernement de Kabila en RDC pour entraver et retarder les préparatifs en vue d'élections crédibles et inclusives. Nous sommes aux côtés du peuple congolais qui s'est rendu aux urnes le 30 décembre, mais restons préoccupés par un processus électoral défaillant dans lequel, après l'élection présidentielle, la CENI a continué à entraver le processus démocratique et n'a pas réussi à faire en sorte que le vote reflète la volonté du peuple congolais », a déclaré Sigal Mandelker, sous-secrétaire au Trésor, chargé du terrorisme et du renseignement financier. Les actifs de Corneille Yobeluo Nangaa, président de la Ceni, Norbert Basengezi Katintima, vice-président de la Ceni et le fils de Katintima, Marcellin Basengezi Mukolo, conseiller de haut niveau de la Ceni se trouvant sur le territoire américain sont bloqués. « En sa qualité de président de la Ceni, Nangaa et d'autres responsables de la Ceni ont détourné des fonds opérationnels de la Ceni et ont pris des mesures qui ont ralenti l'inscription des électeurs, facilitant ainsi le retard des élections. Nangaa a supervisé les responsables de la Ceni en utilisant plusieurs sociétés écrans pour détourner des fonds opérationnels de la Ceni à des fins personnelles et politiques. Nangaa et d'autres responsables de la Ceni se sont enrichis en achetant et en vendant de l'essence aux dépens de la Ceni », détaille le communiqué. Selon le Trésor américain, « sous la direction de Nangaa, les responsables de la Ceni ont gonflé de 100 millions de dollars les coûts du contrat de la machine à voter électronique dans le but d'utiliser les fonds excédentaires pour l'enrichissement personnel, les pots-de-vin et les coûts de campagne pour financer la campagne électorale du candidat de Kabila. Nangaa, avec d'autres responsables de la Ceni, a attribué un contrat lié aux élections et doublé le montant de la subvention, étant entendu que la société gagnante attribuerait les fonds supplémentaires à une société de la RDC contrôlée par la direction de la Ceni ».

Vendredi 22 mars.

L'ASBL Fnac fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. "La corruption a atteint son point culminant pendant cette période électorale où il a été fait état des personnes qui s'adonnent à cœur joie à corrompre et à prendre la corruption", déplore Christian Ombilingo, président du Front national anticorruption. Cette ASBL a vu le jour il y a trois semaines dans la province de la Tshopo. Elle est créée à l'initiative d'un groupe de candidats sénateurs qui se sont désistés des élections sénatoriales du 15 mars 2019 pour dénoncer la corruption. Le Front national anticorruption (Fnac) vise à dénoncer tout comportement qui tend à favoriser la corruption et toute autre "antivaleur" tendant à niveler la RDC vers le bas. Il assure que le Fnac va travailler avec les services de parquet, de sécurité et de renseignements à qui il compte donner les informations relatives à la corruption. Ces informations émaneront des organisations de la société civile et des aviseurs qui vont leur amener des preuves.

Avenir de Lamuka : les conclusions seront tirées au plus tard samedi (Adolphe Muzito). « Nous nous sommes réunis pour voir d'où nous venons, où nous sommes et où nous allons dans le cadre de la lutte pour l'avenir. Nous scrutons l'avenir pour savoir où nous devons aller dans le cadre de la lutte de Lamuka », a déclaré Adolphe Muzito, l'un des cadres de cette plateforme électorale. Au regard de l'absence de Moïse Katumbi, président d'Ensemble pour le changement, Adolphe

Muzito rassure que tous les leaders étaient présents ou représentés : « M. Katumbi, c'est le patron d'Ensemble. Il s'est fait représenter par un mandataire attitré, Mr Jean-Pierre Bemba était de la partie, M. Fayulu était présent, Mbusa Nyamwisi était des nôtres, Matungulu et moi-même. Donc, les six leaders de Lamuka étaient là ou représentés.

Manifestation populaire après le meurtre des quatre personnes à Goma. Les habitants de certains quartiers du Nord de Goma manifeste depuis ce vendredi 22 mars matin contre l'insécurité récurrente dans cette ville du Nord-Kivu. Au moins quatre personnes ont été tuées par balles et deux autres blessées, la nuit dernière à Buhene, en territoire de Nyiragongo. D'autres personnes ont été enlevées et des dégâts matériels importants enregistrés, après l'incursion d'hommes armés non identifiés dans ce quartier voisin de la ville.

Mgr Sikuli dénonce le « silence honteux à propos des massacres » de Beni. Mgr Sikuli Paluku dénonce les souffrances insupportables imposées au peuple, consécutives à la situation sécuritaire dans la ville et le territoire de Beni. Il parle de tueries, massacres, enlèvements et déplacements des populations civiles à la suite de « barbaries commises par des personnes sans foi ni loi » qui, selon lui, circulent librement sur le territoire national comme s'il y avait absence de l'État. A la suite de cette situation, l'évêque de Butembo-Beni dit unir sa voix à celle du Pape François pour dénoncer le « silence honteux à propos des massacres de Beni ». A travers ce message, Monseigneur Sikuli appelle la population locale à voter massivement pour une véritable alternance lors des élections législatives et provinciales prévues le 31 mars dans la région.

La police interdit de voiler les plaques d'immatriculation des véhicules à Kinshasa. Le commissaire provincial de la police a interdit la circulation à Kinshasa de tout véhicule avec plaque d'immatriculation voilée et gyrophares. « Ici je m'adresse aux autorités de la République, c'est-à-dire les ministres et autres autorités, qui doivent savoir que la loi n'a pas de couleur. Nul n'est au-dessus de la loi. Ils doivent enlever les bâches [qui recouvrent les plaques d'immatriculation de leurs] véhicules », a insisté le général Kasongo. Mercredi 20 mars, un policier qui faisait visiblement partie de l'escorte d'une autorité a ouvert le feu tuant sur le coup un conducteur d'un minibus à la suite d'une dispute sur la priorité routière, au niveau de l'avenue Mbenseke dans la commune de Ngaliema, selon des témoins et ce policier avait pris place à bord d'un véhicule dont la plaque d'immatriculation était voilée.

Corruption aux sénatoriales : Laurent Batumona dément les suspicions sur sa personne. « Est-ce que Laurent Batumona manque 50 000 dollars ? Est-ce qu'il manque 20 000 dollars dans sa vie ? », a lancé le député avant de rappeler notamment son passé de directeur général des impôts et vice-gouverneur de la ville de Kinshasa qui le met à l'abri du besoin.

RDC : les élections des gouverneurs des provinces fixées au 10 avril. La Ceni fixe l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs de 24 provinces au 10 avril. Le Nord-Kivu et le Mai-Ndombe ne sont pas concernés. Initialement prévue le 27 mars, l'élection des gouverneurs de province avait été reportée par la dernière réunion interinstitutionnelle. Cette élection avait été motivées par des allégations de corruption ayant émaillé les élections sénatoriales.

Poursuite des combats entre les Fardc et les miliciens à Ubundu. Les affrontements se poursuivent à Mutshaliko et à Lowa-Etat entre les hommes armés appelés les « revendiquants » et les Fardc dans le territoire d'Ubundu, à 125 Km au sud de Kisangani. La cité d'Ubundu continue de recevoir les militaires blessés ainsi que les déplacés. L'autorité territoriale appelle le gouvernement congolais pour la énième fois à voler au secours des sinistrés. Selon l'administrateur du territoire d'Ubundu, les belligérants se battent dans ces deux localités, vidées de leurs habitants. Les militaires des Fardc sont positionnés dans la cité et les « revendiquants », dans la forêt. A propos des déplacés, l'administrateur du territoire dit s'impatienter à attendre l'intervention du gouvernement congolais en vue de faire face à la situation que traversent plus de 6 500 personnes. Elles sont sans assistance depuis leur arrivée à Ubundu centre, il y a plus d'un mois.

Samedi 23 mars.

Les femmes de Rutshuru dénoncent les atrocités dont elles sont victimes. Cette situation se caractérise par des enlèvements suivis des violences sexuelles enregistrées au quotidien, ont indiqué ces femmes à une délégation de la Monusco, partie leur rendre visite dans le cadre du mois de la femme. A cette occasion, Mme Seynab Diouf, cheffe d'équipe de lutte contre les violences sexuelles au sein de la police Monusco, d'exprimer la détermination de son unité à aider la femme de Kiwanja, victime des violences, à se relever. Réunie au sein de la Coopérative agricole du Nord-Kivu (CANOKI), plus d'une centaine des femmes de Kiwanja, accompagnées d'autres couches de la population, ont réceptionné à travers l'administrateur du territoire adjoint de Rutshuru, un lot de 10 machines à coudre ainsi que du matériel de couture. Ce lot est destiné à la formation des femmes en métiers, afin de renforcer leurs capacités d'autoprise en charge. Ces

bénéficiaires ont salué ce nouvel appui qui, selon elles, les aidera à multiplier les sources de revenus. Selon elle, le travail champêtre devient un sérieux problème dans le Rutshuru à la suite d'activisme des groupes armés.

Sud-Kivu : les administrateurs des territoires se plaignent de leur situation sociale. Les administrateurs de huit territoires du Sud-Kivu, cadres de la territoriale nommés par ordonnance présidentielle en janvier 2018, se disent abandonnés à leur sort. Rien ne leur parvient du gouvernement central. Ils citent le logement, salaire, prime, véhicule, motos, frais de fonctionnement ou tout autre avantage. Ils accusent le gouvernement provincial de les avoir déconsidérés pendant une année. Ils affirment avoir été informés de l'existence de la rubrique de l'ordre de 1000 dollars américains au budget provincial pour chaque territoire mensuellement. Mais, ces territoriaux disent n'avoir jamais bénéficié de cette somme.

Kinshasa : les femmes leaders de Lamuka appellent à l'unité. Le rôle de la femme dans le combat contre les antivaleurs en RDC a été au centre d'une conférence-débat organisée vendredi 22 mars par les femmes leaders de la coalition Lamuka à Kinshasa. A cette occasion, ces femmes ont appelé à l'unité les leaders hommes de Lamuka, qui se réunissent à Bruxelles en Belgique. Plusieurs thèmes ont été développés au cours de cette conférence, dont l'essentiel a tourné autour des droits et devoirs et de l'autonomisation de la femme dans la société congolaise.

La foudre fait huit morts dans une école de Kikwit. « J'étais assis à 5 mètres du bâtiment, où la tragédie a eu lieu. Un premier coup de foudre, un deuxième, au troisième coup de foudre, j'ai vu des éclairs dans des salles de classe. Et les enfants tombaient... », a témoigné le frère Jean Valérie Lutobo, directeur des études à l'Institut Kiese Guy, une école des frères Joséphites de Kinzambi.

Trois présumés voleurs lynchés à Bunia. D'après Ferdinand Fimbo, l'un est mort sur place au quartier Lembabo, tandis que l'autre a rendu l'âme à l'hôpital. Le troisième corps est d'une femme retrouvée dans la commune de Mbunya, morte dans les mêmes circonstances. Le maire de Bunia « condamne la justice populaire. » Les deux hommes ont été surpris en train de voler dans un domicile dans la commune Nyakasanza, selon des témoins. Les victimes ont alerté les voisins. Les jeunes se sont vite réveillés et ont pourchassé les deux présumés voleurs.

Bukavu : la société civile ouvre une « Boîte anticorruption ». La coordination de la société civile du Sud-Kivu a annoncé vendredi 22 mars avoir mis sur pied une « Boîte anticorruption », à son siège à Bukavu. Elle est destinée à récolter hebdomadairement toutes « les informations nécessaires qui puissent alimenter les enquêtes pour soutenir la campagne entamée par le chef de l'Etat pour lutter contre la corruption. »

Kisangani : les jeunes Fatshistes s'engagent à dénoncer la corruption. Le mouvement des jeunes Fatshistes pour le développement durable, coordination de la Tshopo, soutient le président de la République dans la lutte contre la corruption. Dans un communiqué publié vendredi 22 mars à Kisangani, ces jeunes s'engagent à dénoncer toute forme de corruption dans cette province. Selon le coordonnateur de ce mouvement, cette lutte permettra de redonner à la RDC sa dignité.

Meurtre des trois agents de Kimia Mining à Mambasa : deux suspects aux arrêts. Deux présumés auteurs du meurtre des deux Chinois et un Congolais dans la carrière minière de Biondo la semaine dernière ont été arrêtés à Lolwa dans le territoire de Mambasa par la police. Le gouverneur intérimaire, qui revient d'une mission à Mambasa, affirme que les services de sécurité sont activés afin de mettre la main sur tout ce réseau de criminels. Le 17 mars, un groupe d'hommes armés avait attaqué les installations de la compagnie minière chinoise Kimia Mining, en pleine forêt du territoire de Mambasa. Deux Chinois et un Congolais avaient été tués. Un important colis d'or et une grosse somme d'argent avaient été emportés.

Kongo-Central : Nkamba et de Gombe-Matadi électrifiés par la Snel. Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Vital Kamerhe, a procédé vendredi 22 mars à Gombe Matadi, à l'inauguration de la ligne 70kv Sanga-Gombe Matadi et du poste haute tension Kintadi. Désormais, les cités de Nkamba et de Gombe-Matadi (Kongo-Central) sont desservies par la Société nationale d'électricité. Pour le directeur du cabinet du chef de l'Etat, ce projet n'est que le début d'un vaste programme d'électrification rurale en RDC. Cette réalisation, financée par la Banque africaine de développement et la Snel, entre dans le cadre du programme d'urgence des cent premiers jours du président de la République, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Dimanche 24 mars.

Corneille Nangaa sur les sanctions américaines : « Je n'ai jamais été associé à une quelconque œuvre de corruption ». Selon lui, son équipe a accompli un travail dont il est fier. « Nous sommes fiers d'avoir conduit ce processus qui a donné à la République démocratique du Congo sa toute première alternance démocratique depuis son indépendance », s'est réjoui M. Nangaa. L'Office du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du ministère du Trésor américain a gelé les avoirs de Corneille Nangaa, Norbert Basengezi et Marcellin Basengezi, fils du vice-président de la Ceni, le 21 mars, pour avoir sapé les processus ou les institutions démocratiques en RDC et pour des actes de corruption. Cette action faisait suite, selon le Trésor américain, à la corruption persistante de hauts responsables au sein de la Commission électorale nationale indépendante et de l'ancien gouvernement de Kabila en RDC pour entraver et retarder les préparatifs en vue d'élections crédibles et inclusives.

En Ouganda, Félix Tshisekedi et Museveni ont échangé sur la sécurité et le commerce entre les deux pays. « Hier soir, j'ai accueilli Son Excellence Félix Tshisekedi à State House Entebbe. Nous avons discuté du commerce, de la sécurité régionale et d'autres domaines présentant un intérêt bilatéral pour l'Ouganda et la RD Congo », indique M. Museveni. La situation sécuritaire en RDC est perturbée au Nord-Kivu par les présumés rebelles ougandais ADF. Lors de sa campagne électorale, Félix Tshisekedi, alors candidat, avait exprimé son intention de privilégier les démarches régionales pour mettre fin à l'activisme des rebelles ougandais des ADF. Ce dimanche, Félix Tshisekedi va discuter avec le Président Paul Kagame du Rwanda. Le samedi 23 mars, le Président congolais s'est rendu en Angola pour la commémoration du 31ème anniversaire de la guerre de Quito.

Mise en place d'une commission de lutte contre les conflits fonciers. Le ministre intérimaire des Affaires foncières Emmanuel Ilunga a mis en place samedi 23 mars à Kinshasa une commission de lutte contre les conflits fonciers. Cette commission a pour mission de mettre un terme aux conflits fonciers assis sur l'arbitraire ou l'abus du pouvoir qui gangrène la société congolaise. « C'est une commission pour rendre justice aux plus faibles, à tous ceux qui ont été spoliés injustement pas les puissants qui se croient tout permis, qui arrachent des parcelles des gens et qui mettent des familles entières dans la rue. Cette commission va aller dans le sens de la justice foncière. Des simples citoyens ont été délogés dans leur maison du fait qu'ils n'ont pas eu le temps de faire des certificats ou d'enregistrer leurs parcelles et des gens véreux ont compris, ils ont enquêté, ils sont allés enregistrer en leurs noms et leurs ont opposés des certificats et ils les ont déguerpis. Nous pensons que ceux qui sont dans ces conditions-là, l'Etat doit les défendre. Et nous créons justement cette commission pour que toutes ces personnes puissent se signaler à nous, et que l'Etat va tout mettre en œuvre pour qu'ils aient gain de cause », fait remarquer le ministre Ilunga.

Goma : 5 policiers condamnés à de lourdes peines pour meurtre, violation des consignes et dissipation de munitions. Le premier policier à être condamné à l'issue de ce procès est Jean Nyionzima. Ce policier de 1ère classe a écopé la peine de mort. Le tribunal l'a reconnu coupable pour les infractions de meurtre d'une jeune fille de 14 ans, violation des consignes et dissipation de munitions de guerre. Les trois compagnons d'armes de Jean Nyionzima, à savoir Mwishu Chanda, Bahati Katenga et Hategikimana Semahore en fuite, poursuivis pour les infractions de violations des consignes et dissipation des munitions de guerre, ont été condamnés par procédure de défaut à dix ans de prison ferme. Le tribunal a acquitté le policier Jean-Pierre Sebarugara pour insuffisance des preuves.

Le 24 mars 1969 : Joseph Kasa-Vubu meurt à Boma. Ce 24 mars, il vient de totaliser 50 ans depuis son inhumation. Joseph Kasa-Vubu est né en 1915 à Dizi dans le territoire de Tshela au Kongo central. Etudiant au petit séminaire de Mbata Kiela, il est jugé trop indépendant pour devenir prêtre selon des témoignages. Il va poursuivre son cursus scolaire normal en s'orientant vers la philosophie. Il embrasse la carrière d'enseignant. Il abandonne finalement l'enseignement pour devenir employé dans la société Agrifor en 1942. Il devient au cours de la même année aide comptable au service des finances du gouvernement colonial. A Léopoldville, il subit les influences des divers mouvements d'évolués et intègre l'association puis le parti politique Alliance des bakongo (ABAKO) dont il devient président. En 1958, il devient bourgmestre de la commune de Dendale, aujourd'hui commune de Kasa-Vubu. Il prend part à la table ronde de Belgique et lorsque le Congo accède à son indépendance il devient le premier président de la RDC le 30 juin 1960. En 1965, il sera évincé par un coup d'Etat mené par le général Mobutu. Il fut astreint à résidence à son domicile du Mont Kisundi dans la ville de Boma où il mourut en 1969. Certains estiment que l'héritage légué par Joseph Kasa-Vubu se résume en deux mots : la bonne gouvernance et la transparence.

Tanganyika : les parents gardent les élèves à la maison par peur d'être contaminés par la rougeole à Mpyana. L'épidémie de rougeole est signalée dans le secteur de Mpyana, depuis plus de deux semaines. La maladie touche principalement les enfants de 0 à 5 ans. Cette infection intervient au moment où Mpyana a déjà fait face à une précédente épidémie du choléra, rappelle la société civile de Manono. Des dizaines d'enfants en cours de scolarisation ont trouvé la mort après avoir été contaminés. Les ONG MSF et IRC se sont déployées dans le secteur pour les interventions d'urgence.

Lundi 25 mars.

Emmanuel Ilunga sur la commission Etienne Tshisekedi : « C'est pour rendre justice aux plus faibles ». « C'est une commission pour rendre justice aux plus faibles, à tous ceux qui ont été spoliés injustement pas les puissants qui se croient tout permis, qui arrachent des parcelles des gens et qui mettent des familles entières dans la rue. Cette commission va aller dans le sens de la justice foncière. Des simples citoyens ont été délogés dans leur maison du fait qu'ils n'ont pas eu le temps de faire des certificats ou d'enregistrer leurs parcelles et des gens véreux ont compris, ils ont enquêté, ils sont allés enregistrer en leurs noms et leurs ont opposés des certificats et ils les ont déguerpis », rapporte Emmanuel Ilunga. Pour lui, l'Etat devra défendre les faibles. Les victimes se signaler à l'Etat, qui va tout mettre en œuvre pour qu'ils aient gain de cause.

Le virus Ebola « contenu » dans les provinces du Nord-Kivu et l'Ituri. Le coordonnateur de riposte Ebola en RDC, Dr Michel Yao a expliqué que la maîtrise de l'épidémie est le fait d'arriver à des cas sporadiques, par rapport à la tendance actuelle à Butembo et Mangina, où nous avons 5 à 10 cas par jour. En dépit des avancées significatives dans la riposte, il n'a pas exclu quelques difficultés auxquelles font face les opérations de riposte dans certaines zones inaccessibles touchées par l'épidémie. 629 personnes sont décédées de l'épidémie des maladies à virus Ebola alors qu'une autre centaine, ont été guéries depuis le début de l'épidémie au Nord-Kivu.

Assemblée nationale : trois nouvelles commissions permanentes créées. Il s'agit de « Droits de l'homme », « Genre famille et enfants », « Suivi et évaluation des lois et recommandations de l'assemblée nationale ». C'est l'une des innovations adoptées lors de l'adoption, le week-end dernier, du règlement d'ordre intérieur de la chambre basse, a indiqué Jean-Pierre Lihau, rapporteur adjoint de la commission spéciale chargée d'élaborer ce règlement d'ordre intérieur. 700 amendements ont été formulés par les députés. Ils ont mis près de deux semaines à examiner ce règlement d'ordre intérieur. S'agissant par exemple du contrôle parlementaire, l'amendement qui consiste à ne pas bloquer une motion de défiance ou de censure par une motion incidentielle n'a pas été retenu. Autre innovation, il appartiendra désormais aux élus d'évaluer à mi-parcours les membres du bureau, a déclaré le rapporteur-adjoint de la Commission spéciale. Après l'adoption du règlement d'ordre intérieur, l'Assemblée nationale s'attèle à installer son bureau définitif.

Lancement des travaux de réhabilitation de la route nationale n°1 à Kinshasa. Les travaux de réhabilitation en urgence d'une partie de la chaussée sur la nationale N°1 ont débuté dimanche 24 mars, a indiqué le Directeur général de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT), Médard Ilunga. Cette route a été emportée par la progression d'une tête d'érosion qui avait coupé samedi 23 mars, la chaussée, à la hauteur du quartier Mitendi. D'après, lui, il était important de remettre en état la couche de la chaussée dans un temps record avant d'entamer les travaux antiérosifs de grande envergure. Ces travaux sont exécutés par l'entreprise chinoise CREC 7 sous la supervision de chef de mission de contrôle des travaux sur la Route Nationale N° 1 de l'ACGT, Joseph Kihanga Temba.

Kasaï : la surcharge, cause du déraillement du train à Lwembe ayant occasionné morts d'hommes La surcharge est la cause du déraillement d'un train à Lwembe (Kasaï), a affirmé samedi 23 mars, le gouverneur du Kasaï, Marc Manyanga. Selon le ministre de l'Action humanitaire, qui était sur le lieu de l'accident avec le gouverneur du Kasaï et la cheffe du bureau de la Monusco, ce déraillement a fait trente-deux morts et plusieurs dizaines de blessés.

Saisie de 600 kg de coltan dissimulés dans des pneus à Goma . Au moins 600 kg de coltan, en provenance du site minier de Rubaya en territoire de Masisi, ont été saisis par la police des mines dimanche 24 mars au niveau de la barrière de Rutoboko, à 29 km de Goma. Les minerais étaient dissimulés dans les pneus d'un véhicule Land Cruiser appartenant à un particulier. Ils étaient destinés à « un pays voisin », selon Daniel Mbayo, coordonnateur provincial de la Commission nationale de lutte contre la fraude minière. Selon lui, les 600 kg de coltan équivalent à environ 50 000 dollars américains.

Haut-Katanga : les chauffeurs zambiens bloquent la frontière de Kasumbalesa pour dénoncer l'insécurité. Pour l'administrateur de Sakania, Zacharie Kilonge, qui gère aussi Kasumbalesa, la réaction des Zambiens est consécutive au regain de la criminalité et autres tracasseries dont les chauffeurs zambiens des camions lourds sont victimes sur le sol congolais. Il affirme que des pourparlers sont déjà engagés entre les gouvernements congolais et zambiens pour décanter la situation. Mais plusieurs sources basées à Kasumbalesa affirment que le décès le week-end dernier, d'un chauffeur zambien à Kolwezi dans le Lualaba, est à l'origine de ce mouvement.

Ebola dépasse le seuil de 1 000 cas au Nord-Kivu et en Ituri. Selon un communiqué du ministère de la Santé publique publié lundi 25 mars, mille-neuf cas, dont neuf cent quarante-quatre confirmés ont été répertoriés depuis huit mois. 65 cas

probables et un total de 629 décès sont enregistrés. 321 personnes ont été guéries, ajoute le communiqué du ministère de la Santé. Dans son communiqué, le ministère de la Santé indique que derrière ces chiffres se trouvent plusieurs centaines de familles congolaises directement touchées par Ebola et des centaines d'orphelins. La riposte, conduite sous le leadership du ministère de la Santé, en collaboration avec ses partenaires, a permis de limiter l'extension géographique de l'épidémie pendant plus de huit mois.

Kinshasa : le CEPAS organise des journées sociales sur la redevabilité des pouvoirs publics. « Il est normal que ceux qui exercent le pouvoir politique qui vient du peuple, rendent compte à ce peuple. Or, dans la pratique, nous constatons que les autorités politiques ont l'impression de recevoir un chèque en blanc et de faire ce qu'ils veulent. Quand quelqu'un devient ministre, dans l'entendement populaire, on pense qu'au bout de son mandat, il doit nécessairement devenir riche. Nous pensons qu'il est important de réfléchir sur les mécanismes qui contraindraient les élus à rendre compte au peuple », explique Alain Nzadi a Nzadi, le directeur du Centre d'étude pour l'action sociale (CEPAS). Ces trois jours de réflexion réunissent les acteurs politiques et sociaux.

Mardi 26 mars.

Franck Diongo : « Je suis comme un animal, je suis privé d'identité dans mon propre pays ». Libéré à la suite de la grâce présidentielle, l'ancien député national Franck Diongo, se considère comme « un animal privé d'identité ». Décrivant ses conditions de détentions, il affirme avoir été incarcéré comme « prisonnier personnel de l'ancien chef de l'État, Joseph Kabila ». Dans son récit des faits, il fustige l'interdiction de se faire enrôler pour obtenir la carte d'électeur qui fait office de pièce d'identité en République démocratique du Congo (RDC). « Je n'ai aucune identité. Je n'ai plus rien à entreprendre comme citoyen. Je suis privé d'identité dans mon propre pays. J'ai été persécuté », se plaint le président du MLP, Diongo.

Le CNSA dénonce « l'opacité dans la gestion des ressources financières par la Ceni ». Joseph Olenghakoy, président du Conseil national de suivi de l'accord de la Saint-Sylvestre (CNSA) a dénoncé lundi 25 mars « l'opacité dans la gestion par la Ceni des ressources financières et matérielles mises à sa disposition ». Il l'a dit à l'ouverture des travaux de la réunion tripartite CNSA, gouvernement et Commission électorale nationale indépendante. Ces travaux portent sur l'évaluation du processus électoral. Au cours de ces assises programmées pour quatre jours, le CNSA invite les participants à faire « un état des lieux objectif du processus électoral dans tous ses aspects, à savoir l'aspect politico-légal, le problème de la machine à voter pour ce qui est de son déploiement sur le terrain, son utilisation et les leçons à tirer, l'administration et la gestion financière des élections ». La Ceni est représentée à ces travaux par son vice-président Norbert Basengezi, le gouvernement par Basile Olongo, ministre intérimaire de l'Intérieur et le CNSA par son président.

Félix Tshisekedi au mémorial du génocide à Kigali : « Les effets collatéraux de ces horreurs n'ont pas épargné mon pays ». Le Président Tshisekedi a estimé dans son mot qu'il faudrait « condamner et prendre l'engagement de ne plus jamais accepter cela, où que ça se passe dans le monde. ». « Les effets collatéraux de ces horreurs n'ont pas épargné mon pays qui a aussi subi des millions de pertes en vies humaines », a poursuivi le président de la RDC. Le président Tshisekedi a appelé toute l'Afrique à rejeter définitivement ces pratiques, « en mettant immédiatement hors d'état de nuire, tout individu ou groupes d'individus qui véhiculent une propagande de la haine de l'autre. »

Meurtre des experts de l'ONU : Jean Bosco Mukanda a rendu des services loyaux à l'Etat, soutiennent ses avocats. Les avocats de Jean-Bosco Mukanda ont soutenu que leur client a collaboré avec les services de l'Etat à qui il fournissait des informations sur les activités de la milice Kamuina Nsapu. Mais pour le ministère public, Jean-Bosco Mukanda jouait double jeu. Pour appuyer leur affirmation, les avocats de M. Mukanda brandissent un document qu'ils attribuent à la direction provinciale de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Dans le document, on apprend qu'une moto a été mise à la disposition de Jean Bosco Mukanda « pour les services loyaux que nous avons rendus en tant qu'informateur », déclare l'un des avocats du prévenu. Pour le colonel Muwawu, Jean Bosco Mukanda était un chef milicien qui se faisait passer pour un informateur des forces de l'ordre afin d'en tirer quelques avantages. L'officier du ministère public parle même d'une escroquerie pour qualifier le comportement de Mukanda.

Nord-Kivu : le président de l'assemblée provinciale accuse Julien Paluku de continuer à diriger la province. « L'ancien gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku a été élu député national, il est parti à Kinshasa, mais, jamais la remise et reprise n'a été faite. Ça fait que, la province continue à être dirigée par un gouverneur qui se trouve à l'Assemblée nationale. Ce qui est inacceptable », a dénoncé Jules Hakizumwami, le président de l'assemblée provinciale. De son côté, Julien Paluku indique que c'est depuis le 21 février qu'il ne gère plus la province.

Pour Félix Tshisekedi, « les hommes d'affaires congolais doivent être la vitrine de la RDC ». Il a lancé ce message au cours d'un petit-déjeuner de travail avec une cinquantaine d'hommes d'affaires congolais au KCC à Kigali, en marge des travaux de la 7ème édition d'Africa CEO Forum. « Ce sont des hommes d'affaires qui offrent la possibilité de montrer ce que l'on est capable de faire en RDC. J'ai décidé de les encourager et les amener ici avec moi. Je vais continuer à faire ça le plus souvent chaque fois que je voyagerai. Parce que je veux que vous soyez, vous l'êtes d'ailleurs, la vitrine de notre pays », a indiqué Félix-Antoine Tshisekedi. Le président de la République a aussi eu un déjeuner de travail avec une délégation des femmes de la structure Makutano. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a déclaré aussi, ce mardi 26 mars à Kigali, qu'il ne se lassera jamais de lutter contre l'insécurité qui mine la RDC. Il a fait cette promesse devant la presse dans le cadre des travaux de la 7ème édition d'Africa CEO Forum. Selon lui, la solution à ce problème passe aussi par un dialogue franc avec les pays voisins. « Nous serons voisins pour toute la vie. Nous, Présidents, ne sommes que des acteurs, nous passerons et nos pays resteront voisins. Entretenir des tensions, est une perte de temps que nous aurions pu mettre à profit pour bâtir. Pour cela, nous devons nous parler franchement comme nous l'avons fait avec le Président Kagame. J'ai senti en lui une volonté d'aller de l'avant », a dit Félix Tshisekedi.

Kolwezi : le vol de plus de 2000 m de câbles plonge une partie de la ville dans le noir. Au moins 2250 m des câbles en cuivre de la ligne haute tension de 120 kilovolts vers la cité de Luilu ont été emportés par des voleurs depuis dimanche 24 mars. A cause de cet acte, la ville de Kolwezi dans la province du Lualaba est dans le noir depuis trois jours. Ce vol des câbles a aussi entraîné l'écroulement de 14 pylônes sur la ligne haute tension du répartiteur Ouest qui part des installations de la GCM.

Haut-Uele : ville morte à Dungu pour dénoncer l'appel à la cohabitation pacifique avec les Mbororo. D'après Dieudonné Ngagupay, président de la société civile de Dungu, une délégation des pays concernés séjourne depuis lundi 25 mars à Dungu pour sa concrétisation. Il cite notamment les délégations de Tchad, Cameroun, République Centrafricaine, Guinée Équatoriale et Angola. La cohabitation entre les agriculteurs et ces éleveurs pose problème, les agriculteurs accusant les Mbororo de détruire leurs cultures.

Mercredi 27 mars.

John Kanyoni (FEC): « Nous avons remarqué que le président Félix Tshisekedi est venu avec une nouvelle dynamique particulière ». John Kanyoni est le vice-président de la chambre des mines de la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Il fait partie de la cinquantaine d'hommes d'affaires congolais que le président Félix Tshisekedi a reçu mardi 26 mars à Kigali, dans le cadre de la VIIe édition de l'Africa CEO Forum. « Nous avons échangé sur des questions importantes telles que notre contribution comme secteur privé à créer de l'emploi et à générer les recettes pour le gouvernement », rapporte-t-il. Commentant la question de l'intégration régionale et du libre-échange évoqué lors de ces assises, il affirme que les opérateurs économiques ont proposé que certaines barrières « soient détruites sur le continent africain. ». « Nous avons remarqué que le président de la République Félix Tshisekedi est venu avec une nouvelle dynamique particulière. Je reste convaincu que nous sommes dans une très bonne voie. Nous allons attendre le gouvernement, mais on sent qu'il y a une bonne opportunité pour créer un bon partenariat entre le privé et le public », poursuit John Kanyoni.

Insécurité à Lubumbashi, les habitants se disent désemparés. Les habitants de plusieurs quartiers de la ville de Lubumbashi sont victimes ces derniers temps des cas de cambriolage. Des bandits armés en tenue militaire et de la police s'introduisent dans les résidences privées où ils volent et violent, affirment des témoins. Mardi, un groupe d'habitants du quartier Kinka ville dans la commune de Kampemba est venu exprimer son désarroi au bureau de la Monusco. « Il y a eu 30 maisons attaquées. Dans d'autres, on a violé des filles. On a pris l'enfant qu'on a mis dans le congélateur à cause de l'argent que sa famille n'a pas pu donner », témoigne une habitante du quartier. La même nuit, les cambrioleurs ont aussi opéré dans la commune de Katuba, indiquent les autorités de la place.

Félix Tshisekedi : « L'eau et l'électricité restent une bataille à gagner par tous les moyens disponibles en RDC ». Selon lui, gagner cette bataille énergétique est bénéfique pour les intérêts de la RDC et ceux de ses partenaires et d'autres pays africains. « Je pense que, si Inga se développe dans toutes ses phases, donc jusqu'à la phase 8, nous aurons 44 000 mégawatts à fournir de capacité. D'autre part, nous avons plus de 200 sites à l'intérieur du Congo qui peuvent également fournir de l'énergie, à peu près mis ensemble, on arriverait à 60 000 mégawatts », a projeté le président Tshisekedi, qui croit aux « énormes possibilités » que lui offrent son pays. Concernant principalement l'eau, il a proposé de « réfléchir à des solutions de style au niveau de l'embouchure, peu avant la rencontre avec les eaux de l'océan. » Quant aux tourbières de la forêt équatoriale, il a indiqué que cette matière sert la RDC et le monde entier pour absorber le carbone.

Beni : une quarantaine de détenus de la prison centrale de Kangbaya souffrent de la malnutrition. Des sources pénitentiaires ont indiqué, mercredi 27 mars, qu'une quarantaine de détenus de la prison centrale de Kangbaya dans la ville de Beni (Nord-Kivu) souffrent de la malnutrition, depuis le mois de janvier 2019. Une dizaine d'autres souffrent de la tuberculose. En dehors de la malnutrition, la prison centrale de Kangbaya est aussi confrontée au problème de surpopulation. Construite initialement pour accueillir 150 personnes, cette maison carcérale de Beni héberge actuellement environ 900 détenus. Des centaines de prisonniers passent la nuit sur le pavé.

Beni : dernière ligne droite de campagne avant les législatives. Carnavals motorisés, affichages des banderoles, distribution des biens, organisation des meetings populaires et bien d'autres activités. La campagne a pris la vitesse de croisière à Beni où les électeurs sont appelés aux urnes, dimanche 31 mars pour choisir les députés provinciaux et nationaux. Des élections qui se tiendront également à Butembo et Yumbi, dans le Maï-Ndombe, des circonscriptions privées de vote en décembre 2018 à cause d'Ebola ou des conflits intercommunautaires.

Sud-Kivu : 14 morts dans l'éboulement d'une mine de cassitérite à Kalehe. Quatorze personnes ont été tuées ce mercredi 27 mars dans l'éboulement d'une mine d'exploitation artisanale de cassitérite situé au carré minier de Kalimbi, dans le territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu. Les témoins affirment que près de 40 personnes se trouvaient dans le puits au moment de l'incident. Les premiers secours sont arrivés vers les premières heures du matin. Jusqu'en début d'après-midi de ce mercredi, quatorze corps ont été repêchés des décombres et dix blessés graves, rapporte la société civile de Kalehe.

Lubumbashi : réouverture des frontières entre la RDC et la Zambie. Le trafic import et export entre la RDC et la Zambie a repris mardi 26 mars à la frontière de Kasumbalesa dans le Haut-Katanga. Cette réouverture fait suite aux négociations entreprises entre les gouvernements zambien et congolais tenues le même mardi à Kasumbalesa du côté congolais. Le communiqué qui a sanctionné cette réouverture reprend l'engagement des deux parties d'échanger des informations par la voie diplomatique concernant le comportement des chauffeurs et des agents de l'ordre qui s'illustrent par des dérapages. La Zambie a dénoncé des actes d'atteinte à l'intégrité physique sur ses ressortissants vivant en RDC. Plusieurs ont été soit tués, blessés ou braqués par des forces négatives, note le communiqué. La RDC s'est engagée à poursuivre les policiers de la police routière qui brille par la tracasserie des conducteurs étrangers.

La prise en compte de la dimension genre, une question centrale dans le mandat de la Monusco. La Représentante du secrétaire général des Nations unies en RDC, Mme Leila Zerrougui a remis mardi au quartier général de la Monusco des médailles et certificats de mérite à 10 membres des Nations Unies pour leurs efforts consentis afin que la dimension genre soit une réalité au sein de cette mission onusienne en RDC. « L'implication des femmes dans les comités locaux de protection a par exemple permis d'accroître les alertes et améliorer la protection des populations civiles », a rappelé Mme Zerrougui.

Assemblée nationale : l'installation du bureau définitif suspendue à l'avis favorable du règlement d'ordre intérieur. « Nous voulons aller vite. Mais on n'a malheureusement pas le choix parce qu'on ne saura pas convoquer l'élection du bureau définitif quand nous n'avons pas encore le règlement d'ordre intérieur. La mise en place du bureau définitif sera organisée conformément aux dispositions du règlement intérieur. Or le règlement intérieur ne peut entrer en vigueur qu'après l'avis de la Cour », explique le secrétaire rapporteur du bureau provisoire de l'Assemblée nationale, Jackson Ahuse. Selon lui, l'article 112 de la constitution, alinéa 3 est clair à ce sujet. Cet article stipule qu'« avant d'être mis en application, le règlement intérieur est obligatoirement transmis par le président du bureau provisoire de la Chambre intéressée à la Cour constitutionnelle qui se prononce sur sa conformité à la Constitution dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, le Règlement intérieur est réputé conforme ». « On ne peut pas engager une action avant que ce document nous soit retourné », précise Jackson Ahuse.

Grands lacs : l'envoyé de l'ONU salue les progrès et appelle à plus de coopération régionale. Dans un exposé devant les membres du Conseil de sécurité, L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands lacs d'Afrique, Saïd Djinnit, s'est félicité en particulier de la tenue d'élections pacifiques en RDC, de la signature de l'accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, et de l'accord de paix entre le gouvernement de la République centrafricaine (RCA) et 14 groupes armés. Selon lui, des efforts sérieux ont été initiés pour promouvoir la coopération régionale et l'intégration économique. Il a estimé que ces efforts devaient être vigoureusement soutenus par les partenaires internationaux. Malgré ces progrès, la présence continue de forces négatives dans l'est de la RDC perpétue l'insécurité et méfiance entre certains pays, a noté l'envoyé de l'ONU dans la région. Tout cela est aggravé, selon lui, « par la persistance de l'exploitation et du commerce illégal des ressources naturelles ». Dans ce contexte, il a jugé qu'une « plus grande

coopération régionale sera nécessaire pour neutraliser efficacement les forces négatives opérant dans l'est de la RDC et transformer les ressources naturelles en véhicules de prospérité partagée ».

Les États-Unis se félicitent de la visite du président Félix Tshisekedi prévue à Washington la semaine prochaine. Ce sera le premier voyage du président Tshisekedi en dehors de l'Afrique depuis son investiture. « Sa décision de faire de Washington sa première étape reflète notre engagement commun envers un Congo plus paisible et plus prospère. La visite du président Tshisekedi offrira l'occasion d'examiner plus en détail notre intérêt commun à lutter contre la corruption, à respecter les droits de l'homme, à améliorer les services de santé et d'éducation pour le peuple congolais, à améliorer la sécurité et à créer plus d'emplois pour les Congolais en attirant plus d'investissements américains », indique le communiqué.

Abdoul Aziz Thioye : « Organiser les élections dans les conditions actuelles à Yumbi, ... c'est un peu compliqué ». « Organiser les élections dans les conditions actuelles à Yumbi, ça, je pense que ça tombe sur le sens que c'est un peu compliqué. Avec les fosses communes, les tombes individuelles, des maisons détruites, il y a une situation traumatique qui existe là et vous avez aussi une bonne partie de la population qui a été déplacée », a argumenté Abdoul Aziz Thioye, le directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. A quatre jours des élections prévues à Yumbi, au moins 80% de la population ayant fui les troubles ne sont pas encore rentrés dans ce territoire, selon le vice-ministre de l'Intérieur Basile Olongo. Abdoul Aziz Thioye souligne néanmoins que la décision de tenir les élections revient au gouvernement congolais dans sa souveraineté.

L'assemblée provinciale du Kongo central dénonce l'acharnement du parquet sur les députés provinciaux. Pierre Anatole Matusila, président du bureau de l'assemblée du Kongo central affirme avoir adressé une correspondance au procureur général près la Cour de cassation avec copies pour information adressées aux différentes autorités judiciaires du pays pour dénoncer ce qu'il appelle un acharnement. Il a indiqué que les élus provinciaux avaient librement exprimé leur vote à l'occasion des élections des membres du bureau définitif de l'assemblée provinciale du Kongo central et de celles des sénateurs. Depuis deux semaines, certains élus provinciaux du Kongo central font l'objet d'interpellations de la part du parquet général près la cour d'appel de Matadi pour des présumés cas de corruption lors des élections des sénateurs du 15 mars dernier, indique le procureur général près la cour d'appel de Matadi Arthur Ilunga Mwelua.

Jeudi 28 mars.

Vers une coalition de la société civile pour pousser les dirigeants à rendre compte de leur gestion. Les participants aux journées sociales organisées par le Centre d'étude pour l'action sociale (CEPAS) sur le thème de la redevabilité des pouvoirs publics ont pris la résolution de mettre en place une grande coalition de la société civile congolaise afin d'assurer la transparence de la gestion des affaires publiques. Ils l'ont affirmé, mercredi 27 mars, à la fin de cet événement. « La plus importante résolution, c'est ce souci pour les différents acteurs de la société civile qui ont participé à ces journées de constituer une coalition appelée Transparence RDC. Parce que des analyses qui ont été faites, il a été constaté que ce dont souffre la population congolaise c'est la corruption, la tricherie, les antivaleurs qui ne pouvaient pas être possibles si l'espace public était suffisamment contrôlé, s'il y avait une espèce de sentinelle qui ramène constamment les citoyens à la vertu », affirme Emmanuel Boya, chargé du secteur de l'animation socio-politique au CEPAS. Ces journées visent à amener les participants à s'investir, conformément à la législation congolaise afin que les dirigeants congolais apprennent à rendre compte de leur gestion au peuple.

Ebola en RDC : 7 nouvelles contaminations au Nord-Kivu. Sept personnes ont été récemment contaminées du virus Ebola dont quatre au quartier Katwa de ville de Butembo, deux à Beni et une dernière à Oicha portant à 1.029 le nombre des personnes atteintes par ce virus depuis la déclaration de l'épidémie en août 2018 dans la province du Nord-Kivu. Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 1.029, dont 964 confirmés malades et 65 probables. Au total, il y a eu 642 décès (577 confirmés et 65 probables) et 324 personnes guéries.

Bas-Uélé : 10 personnes enlevées et des biens pillés par la LRA à Bondo. Dix personnes ont été enlevées et plusieurs biens pillés par des rebelles ougandais de la LRA dans la province du Bas Uélé. Les faits se sont produits mardi 26 mars à 35 km de Bili dans la chefferie Gbamangi, en territoire de Bondo. Etienne Zele, le chef de cette chefferie, dénonce la persistance des exactions commises par la LRA contre la population civile dans son entité et demande l'intervention du gouvernement central pour rétablir la paix dans cette partie de la RDC.

Libéralisation du secteur des assurances en RDC : 6 sociétés agréées. L'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (ARCA) a octroyé ce jeudi 28 mars des agréments et autorisations à 4 sociétés d'assurances et 2 sociétés de

courtage d'assurance. Ces agréments ouvrent la voie à la libéralisation du secteur de l'assurance en République démocratique du Congo. Ces nouvelles sociétés d'assurances ont maintenant le droit d'offrir des produits plus innovants et des services d'assurance adaptés et inclusifs, rassure le directeur général intérimaire de l'ARCA Alain Kaninda.

Kasaï-Oriental : lancement de la réhabilitation de la route MbujiMayi-Muene Ditu. Les travaux du programme d'urgence des 100 jours du chef de l'Etat ont été lancés à partir de la localité Bena Kabimba, dans le territoire de Tshilenge, au Kasaï-Oriental, mercredi 27 mars. Le coup d'envoi de la réhabilitation de la route MbujiMayi-Muene Ditu, a été donné par le gouverneur intérimaire de la province du Kasaï-Oriental à partir de cette localité. Il s'agit des travaux de réhabilitation de l'axe Bena Kabimba-Bena Mpunga, une section d'environ 60 kilomètres, sur la route nationale numéro 1.

Haut-Lomami : les finalistes du secondaire manifestent pour la réduction des frais de l'examen d'État. Plusieurs centaines d'élèves d'une vingtaine d'écoles de Lubumbashi ont marché mercredi 27 mars jusque devant le gouvernorat de la province du Haut-Lomami pour réclamer la réduction de frais de participation à l'examen d'État fixés entre 80 et 100.000 FC dans certaines écoles, voire 150.000 FC dans d'autres. Certains élèves qui n'ont pas encore payé ces frais ne sont plus admis aux enseignements.

L'OMS engagée à mettre fin à l'épidémie à virus Ebola. Peter Jan Graaff, de nationalité néerlandaise, Représentant spécial de l'OMS pour la coordination de la riposte à l'épidémie de la maladie à virus Ebola dans l'Est du pays (Nord Kivu et Ituri) a déclaré : « Je serai basé ici à Kinshasa pour coordonner les nouvelles stratégies avec le ministère de la Santé, le gouvernement, le système des Nations unies, les partenaires d'exécution et du financement, plus largement avec les partenaires diplomatiques et les intervenants humanitaires », a déclaré Peter Graaf. D'après lui, la riposte contre la maladie à virus Ebola reste la principale priorité de son mandat.

Lutte contre la criminalité : la police interdit la circulation des véhicules avec plaque d'immatriculation bâchée ou de couleur bleue. « C'est dans le cadre de la recrudescence de la criminalité dans les grandes agglomérations, le ministre de l'Intérieur et sécurité a demandé aux forces de l'ordre de lister des mesures pour endiguer la criminalité dans les grandes agglomérations. Et parmi ces mesures-là, il y a eu cette mesure qui a été prise pour qu'on puisse interdire la circulation des véhicules avec plaque d'immatriculation bâchée, avec plaque d'immatriculation de couleur jaune ou bleue et avec sans plaque d'immatriculation, avec gyrophare et sirène. Et donc l'opération que mène pour l'instant la ville province de Kinshasa c'est de débarrasser ces véhicules-là dans l'objectif de lutter contre le phénomène criminel », a expliqué le colonel Mwanamputu.

Beni : marche pacifique de la Lucha pour exiger de la Ceni la transparence lors des élections. « On voulait montrer à la Ceni que les motifs qui ont été à la base de l'exclusion des circonscriptions de Beni, Butembo et Yumbi n'étaient pas fondées parce que les conditions qui ont motivé l'exclusion demeurent jusqu'aujourd'hui mais on va quand même organiser les élections le 31 mars prochain. Donc l'exclusion n'était pas pour des motifs sanitaires et sécuritaires comme s'était dit par la Ceni mais elle visait notamment à faire échec à l'ascension d'un candidat qui faisait peur au pouvoir en place », insinue Stewart Muhindo, l'un des militants de la Lucha. Il demande à la Ceni de ne publier que ceux qui ont été réellement élus.

Vendredi 29 mars.

Félix Tshisekedi autorise l'installation du Sénat. Selon un communiqué diffusé jeudi sur les ondes de la Télévision nationale, cette décision fait suite au rapport préliminaire des enquêtes du procureur général de la République (PGR) près la cour de cassation sur les allégations de corruption ayant émaillé les sénatoriales. Félix Tshisekedi a réaffirmé, dans le même communiqué, sa détermination à combattre la corruption sous toutes ses formes, et a encouragé les magistrats à faire aboutir les enquêtes en cours contre les corrupteurs et les corrompus à ces élections. Le 18 mars dernier, Félix Tshisekedi avait suspendu l'installation des sénateurs élus trois jours plus tôt dans 24 des 26 provinces de la RDC et renvoyé sine die les élections des gouverneurs prévues qui étaient initialement prévues le 26 mars. Les députés de son parti, se sont retrouvés au centre d'accusations de corruption après que le parti a échoué à obtenir des sièges y compris dans les circonscriptions où cela était possible. Les sénatoriales ont été largement remportées par le Front commun pour le Congo (FCC), plate-forme politique de l'ancien président Joseph Kabila. Les élections des gouverneurs ont finalement été fixées au 10 avril.

Tanganyika : 900 miliciens se rendent aux autorités de la province. D'après Dieudonné Kamona, ministre provincial de l'Intérieur, les redditions se déroulent sur tous les axes du territoire de Kalemie : « A Mulange, nous avons déjà 230 miliciens, à Kambilo nous avons 500, et sur l'axe Kalemie-Kyoko, nous avons déjà 180. Alors, nous sommes maintenant dans les 910 rendus. Et l'opération continue », s'est réjoui Dieudonné Kamona. Il fait remarquer que le gouvernement provincial prend déjà en charge ceux qui se sont rendus auprès des autorités politiques et administratives. Le gouvernement

provincial affirme cependant compter sur l'appui de ses partenaires, la MONUSCO et les agences du système des Nations unies, notamment. Ces redditions massives sont consécutives à un travail de sensibilisation des miliciens, reconnaît le ministre Kamona.

Kisangani : SOS en faveur des déplacés vivant à Ubundu. Le président de l'assemblée provinciale de la Tshopo, Gilbert Bokungu, lance un SOS aux autorités compétentes pour la prise en charge des déplacés de guerre se trouvant à Ubundu. Ils sont plus de six mille qui ont fui les hostilités persistantes dans les localités de Lowa et Muchaliko. Ces déplacés manquent de nourriture et des médicaments. La plupart passent la nuit à la belle étoile.

Kananga : les frais de participation au Tenafep et à la dissertation jugés exorbitants. La Coalition nationale de l'éducation pour tous (CONEPT), une plateforme de la société civile du secteur de l'éducation, plaide pour la participation gratuite des finalistes du primaire au Test national de fin d'études primaires, (TENAFEP). Son coordonnateur au Kasai-Central, Remy Kazumba, appelle à la réduction de 10% des frais liés à la participation à l'examen d'État dans cette province.

Deux ans après «les tueries» de Nganza, le bâtonnier du Kasai-Central réclame que les responsabilités soient établies. «On a fait recours à des forces de défense et de sécurité qui ont opéré à la Nganza du 28 au 30 mars. Il y a eu des exactions. Il y a eu des tueries. Il y a eu des violations des droits de l'homme, violations du droit international humanitaire. Des enfants ont été tués en plein sommeil», explique le bâtonnier, Me Dominique Kambala. «Il me semble que deux ans après, ajoute l'avocat, il n'y a aucun signal d'une procédure judiciaire déclenchée ou d'un procès diligenté pour que les auteurs répondent de leurs responsabilités et que les victimes puissent être remises dans leur droit en termes de préjudice subi.» Au sujet de la responsabilité des personnes impliquées dans ces exactions, le bâtonnier affirme qu'à défaut de retrouver les soldats qui ont pris part à cette opération, «on peut engager la responsabilité pénale du supérieur hiérarchique». Dans son rapport remis au conseil des droits de l'homme l'année passée, l'équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai avait fait savoir qu'au cours de cette opération, «les forces de défense et de sécurité sont entrées dans les maisons des habitants de la commune de Nganza, et ont tiré indistinctement sur des hommes, des femmes et des enfants de tout âge en raison de leur sympathie supposée avec le mouvement Kamuina Nsapu».

Élections des gouverneurs : Lamuka dénonce "les pressions des services de renseignements". La coalition Lamuka accuse le directeur provincial de l'Agence nationale de renseignements (ANR) en Ituri, d'exercer des pressions sur les députés provinciaux du Front commun pour le Congo (FCC), plate-forme politique initiée par l'ancien président Joseph Kabila, afin de les forcer à voter pour Samy Adubango, le candidat du même camp politique. Luc Malembe, porte-parole de Lamuka en Ituri, a fait cette dénonciation jeudi à Bunia dans une conférence de presse.

Législatives à Yumbi, Beni, Butembo : les électeurs appelés aux urnes dimanche. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) confirme pour ce dimanche 31 mars la tenue des élections législatives nationales et provinciales à Beni, Beni-ville, Butembo dans le Nord-Kivu ainsi qu'à Yumbi dans la province de Mai-ndombe.

Législatives à Beni et Butembo : les leaders religieux appellent à voter dans la paix et le calme. « Les élections ne sont pas une belligérance mais plutôt une compétition où chacun se jette dans l'eau pour montrer ce dont il est capable. Nous devons préserver la paix et la sérénité au sein de nos deux villes sœurs Butembo et Beni ainsi que dans le territoire de Beni », a affirmé le président du Consortium, le Bishop Janvier Baraka. Il a demandé à tous fils et filles de ces deux villes et du territoire de Butembo, à aller voter en faisant confiance aux propos du président de la Ceni, « qui a dit que c'est la vérité des urnes qui sera publiée. »

Les producteurs de Mbanza Ngungu demandent au futur gouverneur de prioriser les routes de desserte agricole. Le porte-parole de ce cadre de concertation, Ibrahim Manzukula, cite notamment les routes Kwilungongo/Kibentele et Luvaka. Il y a aussi les routes de Gombe sud et toutes les autres routes vers Kimpangu et les environs. A cela, il ajoute le pont au niveau de la route de Mpioka qui est menacé d'écroulement. Le cadre de concertation des producteurs du secteur Gombe sud affirme qu'à part les difficultés d'évacuation des marchandises, plusieurs villageois situés dans ce secteur n'ont plus accès aux biens de première nécessité. A ce jour, plusieurs produits agricoles traînent dans les entrepôts et dans les champs faute des véhicules qui n'arrivent plus dans les coins reculés du Kongo Central.

Corruption aux Sénatoriales : les députés refusent de collaborer avec la justice. Le Parquet général affirme poursuivre sans désespérer ses enquêtes sur les allégations de corruptions dont font l'objet certains députés provinciaux. Le procureur général près la Cour d'appel de la Gombe, Pascal Mukonkole, rappelle : « Lorsque les députés provinciaux qui détiennent certaines informations sont invités par le magistrat, ils refusent de comparaître. C'est déjà un obstacle. Ils font obstruction à

la justice et ce n'est pas une bonne chose, parce que tout citoyen congolais a à collaborer avec la justice de son pays ». Selon lui, ces élus, grands électeurs lors des sénatoriales, se réfugiant derrière leurs immunités. « Alors qu'ils ne sont que des simples renseignant, invités pour éclairer la lanterne de la justice », fait remarquer le procureur général. Conformément à la loi, dit-il, ils sont passibles d'une peine de servitude pénale comme témoins défaillants.

Samedi 30 mars.

Le Conseil de sécurité proroge le mandat de la Monusco jusqu'au 20 décembre 2019. La prorogation du mandat de la Monusco a été approuvée par le Conseil à l'unanimité de ses membres. La résolution adoptée par le Conseil charge en outre Secrétaire général de lui remettre au plus tard le 20 octobre 2019 les résultats de son examen stratégique indépendant de la Mission onusienne en RDC, qui comprendra notamment « un plan de retrait échelonné, progressif et exhaustif ». Le Conseil souligne la nécessité de transférer progressivement les tâches de la Monusco au gouvernement congolais et à l'équipe de pays des Nations Unies, afin que la Mission puisse, « moyennant une évolution favorable », quitter le pays selon « un plan de retrait responsable et durable ». Renouvelant le mandat de la Mission, et à « titre exceptionnel », de sa Brigade d'intervention, le Conseil a rappelé que les deux priorités stratégiques de la Monusco sont de contribuer à la protection des civils et à la stabilisation et le renforcement des institutions de l'Etat.

L'artiste Simaro Lutumba est mort à Paris. Le guitariste et auteur compositeur prolifique, Simaro Lutumba est décédé ce samedi 30 mars à Paris, à l'âge de 81 ans, rapporte Willy Tafar, son manager. Ce virtuose de la guitare, par ailleurs considéré comme l'un des meilleurs compositeurs de la chanson congolaise, tire sa révérence mettant ainsi fin à 63 ans de carrière artistique fructueuse. En 2018, il avait demandé et obtenu des pouvoirs publics des hommages nationaux pour toute son œuvre, préférant que ses mérites soient reconnus de son vivant. Était-ce prémonitoire ? En son honneur, un buste a été érigé au croisement des avenues Libération et Nyangwe dans la commune de Lingwala. « J'ai accompli ma mission. Que les autres suivent mes pas et qu'ils n'empruntent pas des voies immorales. Je me considère comme un professeur de musique. Ce que je demande aux jeunes c'est de bannir des insanités dans les chansons et la danse. Nous ne devons pas imiter aveuglement les cultures des autres. On doit être capable d'enseigner à travers la musique », recommandait alors Simaro Lutumba à l'occasion de ce passage de flambeau.

Les PME sont butées aux problèmes de financement, selon Albert Kabangu. L'Université catholique du Congo (UCC), par le biais de la faculté de l'Economie et développement, a ouvert vendredi 29 mars une conférence dénommée « Journée des entreprises ». Pendant deux jours, les conférenciers vont débattre sur le financement des petites et moyennes entreprises en RDC. Ce secteur occupe 90% du marché de l'emploi au Congo, selon les statistiques de l'Office de promotion des Petites et moyennes entreprises congolaises (OPEC). Cependant, les PME éprouvent d'énormes difficultés pour évoluer et survivre par manque de financement. Il y a notamment la discrimination des nationaux dans l'octroi des crédits, les taux d'intérêt très élevé, selon le président de la Confédération des PME au Congo (COPEMECO), Albert Kabangu. Un rapport des différents ateliers sera présenté au public pour proposer un accompagnement efficace des PME.

Ebola au Nord-Kivu et Ituri : 15 Nouveaux cas confirmés de Ebola. Quinze nouveaux cas de la maladie à virus Ebola ont été confirmés vendredi 29 mars dont 5 à Vuhovi, 4 à Katwa, 2 à Mandima, 2 à Oicha et 2 à Beni, rapporte le ministère de la Santé dans un communiqué publié le même vendredi. Huit nouveaux décès de cas confirmés, dont 4 décès communautaires avec 3 à Katwa et 1 à Vuhovi ; 4 décès au CTE, dont 2 à Butembo et 2 à Beni. Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 1.059, dont 993 confirmés et 66 probables. Au total, il y a eu 660 décès (594 confirmés et 66 probables) et 325 personnes guéries. Le ministère de la Santé fait remarquer que 225 cas suspects sont en cours d'investigation.

Butembo : la société civile demande aux groupes armés de ne plus attaquer les Centres de traitement d'Ebola. « Les événements d'incendie des centres de traitement Ebola, les menaces et la résistance populaire ont causé la contamination des personnes à grande échelle dans les territoires de Beni et Lubero ainsi que dans les villes de Beni et Butembo. Ces barbaries continuelles et perpétrées le plus souvent par des personnes mal intentionnées viennent d'alourdir les activités de la riposte et augmenter le nombre des cas. La coordination du Nord-Kivu en collaboration avec les coordinations de la société civile forces vives de Butembo et Lubero recommandent à la population de s'abstenir de la violence », recommande Georges Katsongo, rapporteur général de la société civile du Nord-Kivu. La société civile du Nord-Kivu interpelle également tous ceux qui « se réclament membres des groupes armés ou leurs collaborateurs et qui empêchent les actions de la riposte sur terrain de cesser d'exposer inutilement des innocents sous prétexte de leur protection ».

Joseph Kabila et d'autres acteurs politiques saluent la mémoire de Lutumba. « Fort des mérites de l'illustre disparu reconnu de son vivant, et des souvenirs des moments particulièrement fraternels et chaleureux passés avec lui, l'Autorité

morale du FCC salue la mémoire du poète Simaro Lutumba. Simaro Lutumba, un artiste exceptionnellement talentueux qui a su marquer son temps d'une empreinte spéciale. Sincères condoléances à sa famille biologique et à l'ensemble de la communauté artistique, nationale et internationale », indique le FCC dans un communiqué publié ce samedi. Pour Julien Paluku : « Me trouvant dans la partie Nord du Nord-Kivu, j'adresse mes sincères condoléances à la famille du poète Simaro Lutumba. Il est et restera génial par l'inspiration qui l'a caractérisé pendant les 60ans de sa carrière. Le monde, l'Afrique et la RDC ont perdu un génie de notre temps ».

Début ce samedi au Sénat de l'identification des sénateurs élus. Ce début d'identification qui va jusqu'à dimanche 31 mars coïncide avec le quinzième jour suivant la publication des résultats, date marquant l'ouverture de la session extraordinaire inaugurale du Sénat, conformément à l'article 114 de la constitution. Plusieurs cas de corruption ont été relevés, poussant ainsi le Président de la République à suspendre le 18 mars, à l'issue d'une réunion inter institutionnelle, l'installation des sénateurs nouvellement élus.

Nord-Kivu : 8 morts dans des affrontements entre groupes armés à Bashali Mukoto Huit personnes ont été tuées et plusieurs blessées vendredi 29 mars dans les affrontements signalés dans le village Rukonge, dans le groupement Bashali Mukoto en territoire de Masisi. Selon des sources locales, les affrontements ont opposé le NDC/R de Guidon à la coalition Nyatura de Jean- Marie et APCLS de Janvier Kalairi. Ces combats ont fait 8 morts dont 3 combattants NDC/R, 2 Nyatura et 1 APCLS ainsi que deux victimes parmi les habitants. La société civile attire l'attention de l'armée et du gouvernement sur le groupe armé NDC/R qui se renforce davantage dans le Bashali Mukoto.

Le règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée nationale déclaré conforme à la constitution. Dans son la Cour constitutionnelle saisie la semaine dernière par le bureau provisoire de l'Assemblée nationale a estimé que ce règlement d'ordre intérieur ne cache aucune disposition de la Constitution. Le règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée nationale entre donc en vigueur et l'organisation des élections et l'installation des membres du bureau définitif de la Chambre basse peut être lancé.

Tshopo : lancement des travaux du programme urgent initié par Félix Tshisekedi. Le gouverneur de la province de la Tshopo a procédé, vendredi 29 mars au lancement des travaux prévus dans le Programme des 100 jours du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi. Le coup d'envoi a été donné au point Kilométrique 15 sur la route Kisangani-Ituri. Ce programme accorde priorité à la réhabilitation de l'infrastructure routière de la Tshopo. Ces travaux sont confiés à l'Office des routes pour exécution. Ces travaux vont se faire sur trois volets : routes, ponts et bacs.

Dimanche 31 mars.

Législatives à Yumbi : plusieurs électeurs toujours réfugiés dans des villages voisins, à quelques heures du vote. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) se dit prête à ouvrir les bureaux de vote dimanche 31 mars matin, dans les bureaux de vote du territoire de Yumbi dans la province de Maï-Ndombe. Mais plusieurs électeurs traînent encore dans les ilots au Congo Brazzaville.

Kasaï-Central : la lutte contre la corruption, cheval de bataille de la mandature de l'assemblée provinciale. « Nous allons principalement nous atteler à lutter contre les antivaleurs de toute sorte, particulièrement la corruption. Celle-ci est un grand mal, qui tue plus que le sida. Si vous entrez dans le fond, la corruption tue la société », déclare Patrice-Aime Sessanga, président de l'Assemblée provinciale. « Comme c'est la première session de notre mandature, le cheval de bataille sera principalement de lutter pour conférer à notre assemblée provinciale une nouvelle image d'honorabilité, de crédibilité et de responsabilité », dit-il. Selon Patrice-Aime Sessanga, la prérogative de contrôle de l'assemblée provinciale sera assurée sans complaisance, car « le travail que fait l'exécutif est dans l'intérêt de tout le monde, y compris de nous-mêmes. »

Législatives à Beni : certains sites de vote sécurisés par les groupes armés (Société civile). C'est notamment dans les localités de Mambale, Kalunguta, Mataba, Mabuku et Mamingi. Ces localités sont situées dans les groupements Buliki et Baswaha Madiwe. Pour des sources policières, ces miliciens ont refusé toute présence policière dans ces localités. Les bureaux de vote ont ouvert les portes depuis tôt le matin, dans la ville et le territoire Beni. Les électeurs se rendent aux urnes pour voter les députés nationaux et provinciaux de ces circonscriptions électorales, après le report des élections en décembre dernier à Beni, Butembo et Yumbi sur décision de la Ceni. Par ailleurs, les dispositifs de lavage de main et des détergents sont mis à l'entrée de chaque bureau de vote pour éviter la propagation de la maladie à virus Ebola qui sévit à Beni. Même si l'engouement est observé dans plusieurs centres de vote, certains électeurs ont eu tout de même des difficultés pour retrouver leurs noms sur les listes électorales.

Législatives à Butembo : engouement devant les bureaux de vote. Aucun incident majeur n'est signalé. Mais certains disfonctionnements sont constatés, dans certains centres de vote, concernant les machines à voter. C'est le cas des centres de vote la Vérité en commune de Bulengere et Vutetse en commune de Kimemi ou certaines machines à voter ont cessé de fonctionner. La Ceni a dû dépêcher ces techniciens pour résoudre ce problème. De leur côté, certains candidats dénoncent des irrégularités. Ils se sont vus obliger par la Ceni de présenter leurs récépissés avant de voter, alors qu'aucune information ne leur avait été donnée à ce sujet. Pour sa part, la Ceni/Ville de Butembo informe que c'est justement pour certifier que la personne est bel et bien candidate et saisit l'occasion pour dénoncer le fait que certains candidats auraient émis de fausses accréditations à certains témoins ce qui ne lui facilite pas la tâche. La société civile locale fustige le fait que certains candidats n'ont pas respectés la loi qui les oblige à cesser de battre campagne 48 avant la date des élections en ce moment.

Equateur : l'assemblée provinciale plaide pour la paix sociale et le développement de la province. Le président du bureau permanent de l'assemblée provinciale, Claude Gbuka, a invité la classe politique à l'unité. A l'ouverture de la session de mars samedi 30 mars, il a également plaidé pour la collaboration entre les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, en vue d'imprimer la paix sociale et le développement de l'Equateur. D'après lui, cette rentrée parlementaire a aussi marqué la clôture de la session extraordinaire du 15 mars, laquelle a abouti à l'élection des 4 sénateurs de l'Equateur, dont il s'est félicité. Mais cette première session ordinaire de la législature, a indiqué Claude Gbuka, va se pencher sur le contrôle parlementaire. « La culture de respect des biens de l'Etat ne semble pas encore élire domicile dans la province de l'Equateur. Certains agents responsables, confondent les biens de l'Etat aux leurs. Le déclassement des engins de la province, plusieurs terrains vendus aux particuliers, et ayant appartenu à l'Etat sont monnaie courante. Le contrôle parlementaire s'étend à tous les services publics », a fait savoir Claude Gbuka. Le président de l'organe délibérant de l'Equateur a indiqué que son organe doit reconquérir, tant auprès du pouvoir central que de la communauté internationale, ses droits relatifs à l'immense forêt qu'elle abrite. Cette forêt contribue énormément à la lutte contre le changement climatique. Ainsi la province va améliorer l'habitat, l'électricité et l'eau potable pour ses habitants, a-t-il espéré.

Le nouveau coordonnateur du Mécanisme de suivi invite les ex-combattants au rapatriement volontaire. Six ans après la signature d'accord cadre d'Addis-Abeba, le Mécanisme de suivi (MNS) attend engager des réflexions sur les contours des nouvelles dynamiques, qui devraient s'accorder avec les réalités sécuritaires, notamment dans la partie Est de la RDC, et dans les pays voisins. Pour y arriver, Claude Ibalanky a des objectifs que le chef de l'Etat lui a assignés. « Au niveau national, la conduite de l'Etat de lieu de l'évaluation du travail du MNS et de l'élaboration de ses priorités d'action, et du plan de travail pour 2019-2020. La réflexion et la revue du cadre juridique et institutionnelle des élections en vue des formes électorales et politiques », a-t-il dit. « Il devra aussi promouvoir l'intégration régionale avec l'identification et la réalisation des projets à intérêt commun et favoriser une interdépendance sécuritaire pour garantir la paix et la stabilité dans nos frontières communes. Ces objectifs parmi tant d'autres nous vont nous permettre dans un temps record de rétablir la stabilité et restaurer la paix durable dans la région des grands lacs », a fait savoir Claude Ibalanky.

Législatives à Yumbi : des centaines de personnes votent leurs députés. Plus de cent personnes ont déjà voté entre 6 heures et 12 heures, au centre Bolingo, dans la cité de Yumbi, dans la province du Maï-Ndombe. Les premiers votants sont arrivés autour de 6 heures (heure locale). Au centre Djolu, c'est plus de Deux cents personnes qui sont déjà passées aux urnes. Plusieurs électeurs qui figurent sur des listes de la Ceni n'ont pas répondu à ce rendez-vous, à cause de l'insécurité qui a prévalu dans cette cité. Certains ont trouvé refuge dans les îlots, d'autres ont péri dans des affrontements de décembre 2018.

Kinshasa : une partie de la route Matadi endommagée après de fortes pluies. Une partie de la route Matadi endommagée de suite de la pluie diluvienne qui s'est abattue dans la nuit de samedi à dimanche 31 mars, sur la ville de Kinshasa. De l'avenue Masiala jusqu'à la place dénommée Grammalic à l'endroit même où la Regideso plaçait les tuyauteries de conduite d'eau, la terre s'est effondrée causant une petite érosion tout le long de la canalisation de plus d'un kilomètre. L'eau de pluie a charrié le sable, les caillasses et mêmes les moellons de la canalisation qui était en train d'être faite par la Regideso, causant ainsi un vide sous le macadam. Celui-ci a cédé sur une distance de plus de deux mètres à certains endroits. Des palissades de certaines maisons se sont écroulées, des véhicules sont tombés dans ce petit ravin, voire deux engins de la Regideso qui creusait cette canalisation sont tombés dans le ravin. L'une de deux bandes que compte la route Matadi n'est plus praticable pour l'instant.

Jean-Pierre Kalamba salue le déroulement des élections à Yumbi, Beni et Butembo. Le rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante, Jean-Pierre Kalamba, salue le déroulement des législatives, dimanche 31 mars, dans les circonscriptions de Yubmi (Maï-Ndombe), Beni (ville et territoire du Nord-Kivu), ainsi que Butembo (dans le Nord-Kivu). Il a indiqué que tous les bureaux de vote ont ouvert et qu'un rapport est attendu à la fin des scrutins.